CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

148 NOVEMBRE 2022

***Convergences révolutionnaires* est le journal du groupe l'Étincelle membre du Nouveau Parti anticapitaliste**
Retrouvez l'ensemble de nos publications sur *convergencesrevolutionnaires.org*

2 €

ÉDITO
Guerre au racisme !
P. 1

Des grèves, mais dispersées
P. 2

BRÉSIL
La victoire de Lula a-t-elle évité le pire ?
P. 18

En Iran, les femmes en première ligne pour un renversement révolutionnaire de la dictature

P. 14

L'ÉTINCELLE DU NPA

L'ÉTINCELLE DU NPA

Retrouvez l'ensemble
de nos publications sur

convergencesrevolutionnaires.org

ainsi que sur nos réseaux sociaux

twitter
@npaetincelle

facebook
@npaetincelle

instagram
@npaetincelle

youtube
@convergences revolutionnaires

Cahiers Communistes Révolutionnaires

—

N° 148
Novembre 2022
2€

—

Revue publiée par la
Fraction L'Étincelle

Directrice de publication :
Irène Gasarian

Impression :
Rotographie – Montreuil

N° commission paritaire :
0327P11413
ISSN : 1294-9647
Tirage : 1000 exemplaires

ÉDITORIAL
01 **Guerre au racisme !**

02 **Des grèves, mais dispersées**

05 **Les organisations syndicales et la convergence des luttes**

07 **Réforme des retraites : une attaque planifiée contre tous les travailleurs**

PAS UNE BASSINE DE PLUS
09 **« Fin du monde, fin du mois, même système, même combat »**

LYCÉES PROFESSIONNELS
10 **Les profs ne veulent pas former de la chair à patrons !**
12 **Interview : Isabelle, lycéenne en terminale bac pro**
13 **Généraliser l'apprentissage… puisque les jeunes de la voie professionnelle n'y vont pas d'eux-mêmes !**

IRAN
14 **Les femmes en première ligne pour un renversement révolutionnaire de la dictature**

BRÉSIL
18 **Lula élu, les travailleurs restent désorganisés face à l'offensive de la bourgeoisie et aux menaces de l'extrême droite**
21 **L'économie politique de la haine**
22 **Retour sur les années Lula**

ITALIE
25 **L'extrême droite au gouvernement**
26 **Le programme réactionnaire de cette extrême droite**

ROYAUME-UNI
27 **Tories or not Tories, la vraie question c'est la grève !**

CONGRÈS DU NPA
29 **Pour continuer ensemble, pour un NPA révolutionnaire large**

CULTURE
32 **Recommandations**

Guerre au racisme !

7 NOVEMBRE 2022 – ÉDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE L'ÉTINCELLE

Au palais Bourbon, jeudi dernier 3 novembre, les députés en rangs clairsemés ont eu droit à une séance spéciale. L'un d'entre eux, Grégoire de Fournas, élu de Gironde et du Rassemblement national, a violemment interrompu un député de LFI, Carlos Martens Bilongo, qui intervenait pour poser le problème d'un bateau de 234 migrants, en situation dramatique en Méditerranée car ne trouvant pas de port où débarquer. *« Qu'il retourne en Afrique ! »*, s'est écrié le lepéniste à ce député dont les parents sont originaires d'Afrique noire. La réaction raciste à l'état brut, de la part d'un petit notable qui en est paraît-il coutumier, a suscité le tollé sur les bancs de l'Assemblée et interrompu la séance. Le RN a tenté de discutailler : ce n'était pas l'homme mais le bateau que le député RN voulait renvoyer en Afrique – ce qui selon lui n'aurait été qu'un simple rappel du programme de son parti contre l'immigration. Dès le lendemain, le bureau de l'Assemblée excluait pour quinze jours De Fournas et le privait de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois. Au moment où le parti de Marine Le Pen tenait son congrès et voulait paraître respectable, l'aboiement xénophobe et raciste de l'un des siens au palais Bourbon a fait désordre.

L'HYPOCRISIE AU SOMMET

Du côté des députés macronistes, on s'est dit indigné, on a dénoncé des propos *« intolérables »*. On pourrait se dire « tant mieux » si Macron et son ministre Darmanin ne secrétaient pas la xénophobie voire le racisme en organisant la traque des migrants, en démantelant leurs campements de fortune, en les condamnant à des conditions d'accueil et de séjour indignes dans un pays pourtant riche. Si le député LFI posait la question de ce bateau en perdition, c'est parce qu'aucun port français ne lui offrait son havre. Décision politique ! La Méditerranée est la route de migration la plus meurtrière au monde, avec plus de 25 000 morts et disparitions enregistrées depuis 2014, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Bilan mortifère dont les chefs de l'Europe forteresse sont coupables, dont Macron.

UNE NOUVELLE LOI CONTRE L'IMMIGRATION

Et pourtant Macron persiste et signe. En janvier prochain, son gouvernement lance une nouvelle loi contre l'immigration. Son ministre Darmanin l'annonce déjà par une campagne xénophobe mensongère, tout à fait dans le style du RN, sur le prétendu lien entre immigration et délinquance. Selon lui, au premier semestre 2022, à Paris, *« 48 % des mis en cause dans les faits de délinquance seraient des étrangers »*. C'est qu'il tient pour délinquants les étrangers en situation irrégulière qu'il a fabriqués lui-même en leur refusant l'asile. Darmanin veut aussi accélérer les reconduites à la frontière, ficher plus systématiquement les étrangers, imposer un examen de français pour limiter les regroupements familiaux. Peu importe qu'il y ait déjà en France un arsenal suffisant de lois scélérates pour pourrir la vie de sans-papiers chassés de chez eux par la misère ou la guerre, Macron veut montrer qu'il peut faire mieux que Le Pen. Lui agit tandis qu'elle ne fait que promettre !

TOUS ENSEMBLE, METTONS LES PATRONS SOUS TENSION !

Dans le bâtiment, dans la restauration, dans le nettoyage, dans les nombreux « métiers en tension », où les conditions de travail et de salaire sont inhumaines et font fuir, un certain patronat pousse à l'embauche d'étrangers. Le gouvernement, tout en gardant sa posture de traque à leur égard, s'apprête donc à des régularisations, et à passer l'éponge sur les pratiques d'embauches de travailleurs au noir de ses amis patrons. Il s'agira d'assouplir ici ou là des règles pour, bien sûr, mieux exploiter, tirer davantage de profits. Mais du côté du monde du travail, où déjà – dans les hôpitaux, les transports, les écoles, les chaînes de l'industrie, l'aide à la personne – triment ensemble des hommes et des femmes de tous horizons et couleurs de peau, nous n'en serons que plus nombreux pour lutter avec force et efficacité contre l'esclavagisme salarié moderne. La classe ouvrière est internationale. Nous sommes pour l'ouverture des frontières, l'accueil et la régularisation de toutes et tous les sans-papiers. Et le rejet du poison raciste. ■

◂ **Piquet de grève des Domidom**

Des grèves, mais dispersées

Manifestement, la journée du 27 octobre, peu suivie, et celle du 10 novembre à la veille du pont du 11 novembre, n'ont pas de quoi inspirer la convergence des luttes. Reste que le ras-le-bol sur les conditions de travail et les bas salaires touche à peu près tous les secteurs, dans le privé comme le public. En témoignent de nombreuses grèves sur les salaires, mais très dispersées dans le pays, donc généralement invisibles au niveau national. De quoi recommander ici, par une courte présentation, quelques reportages au fil du mois d'octobre et début novembre, sur le site de* Convergences révolutionnaires*, qui en donnent une idée.

Domidom : dixième jour de « guerre » des auxiliaires de vie

ARTICLE EN LIGNE DU 31 OCTOBRE 2022

Les auxiliaires de vie de Domidom (filiale du groupe Orpea, environ 840 salariées dans toute la France), avaient donné de la voix toute la journée le 18 octobre, devant les bureaux de l'entreprise à Caen, puis dans le cortège de manifestants. Depuis, elles sont en grève illimitée. Le détonateur de leur colère, c'est le prix des carburants. Leur travail consiste à se déplacer au domicile de personnes âgées pour leur prodiguer des soins. Autant dire qu'elles ne comptent pas les kilomètres. *« Nous ça fait dix jours qu'on est en guerre »*, s'exclamait une gréviste au téléphone le 31 octobre. *« En grève »*, corrige sa voisine, qui ajoute : *« beau lapsus… »*…

La boulangerie industrielle Neuhauser de Reims : la force des travailleurs, c'est la grève !

ARTICLE EN LIGNE DU 30 OCTOBRE 2022

Mercredi 19 octobre, les travailleurs de la boulangerie industrielle Neuhauser sont entrés en grève pour réclamer des augmentations de salaire. Faisant partie des « entreprises essentielles » pendant la crise Covid, Neuhauser a réalisé une rentrée record de 150 millions d'euros sur une année. Tous ensemble, les travailleurs de Neuhauser ont réussi à arracher ce 27 octobre près de 1 000 euros de primes, ainsi qu'une augmentation de leurs paniers repas. Pour reprendre leurs mots, *« une victoire qui en appelle à d'autres » !*

18 octobre : les universités et les lycées en lutte contre la précarité

ARTICLE EN LIGNE DU 26 OCTOBRE 2022

La semaine passée a été marquée par la journée de grève et de manifestations du 18 octobre. Dans les facs et les lycées, les jeunes ont eux aussi voulu montrer leur colère. Toute la semaine, des étudiants se sont réunis en assemblée générale dans les universités pour s'organiser et discuter de la situation politique ouverte par la grève des raffineurs. Mardi 18 octobre, ce sont des centaines dans toute la France qui se sont retrouvés en manifestation, derrière leurs banderoles de fac ou d'organisation. Les lycéens, eux, se sont mobilisés dès le mardi matin devant leurs établissements, parfois pendant plusieurs jours, malgré la répression policière systématique. Si la mobilisation a eu du mal à tenir sur la durée, on a pu voir et sentir que la vie chère et toutes les mesures d'austérité prises par le gouvernement ces dernières années ont touché durement une partie de la jeunesse.

À l'usine de peinture d'avion Sabena Technics Toulouse : un premier coup de semonce contre le patron

ARTICLE EN LIGNE DU 14 OCTOBRE 2022

Sabena Technics, à Cornebarrieu, près de l'aéroport de Blagnac, est une usine de peinture d'avions. C'est un sous-traitant d'Airbus (qui lui fournit directement l'ensemble des produits nécessaires pour chaque avion !). Cette usine d'aujourd'hui 150 personnes a ouvert ses portes en 2015, avec des bâtiments et du matériel flambant neuf… Du jeudi 6 au lundi 10 octobre, la première grève dans cet établissement a été suivie par la quasi-totalité du personnel en dehors des cadres dirigeants. Le ras-le-bol couvait depuis des mois : les salaires sont très bas, bien en dessous de ceux de Satys et d'Airbus situés à proximité ; les conditions de travail se détériorent. Pour la majorité des grévistes, cette grève était leur première grève… Cette première manche de la lutte n'a pas été gagnée, mais ces jours de grève ont permis de développer la solidarité entre travailleurs des différentes équipes et des bureaux, ce qui est le meilleur gage pour les prochaines manches.

Dépôt de bus Keolis Meyer à Montlhéry : « on veut pas de ces miettes ! »

ARTICLE EN LIGNE DU 19 OCTOBRE 2022

Depuis le 13 octobre, les salariés du dépôt de bus de Keolis Meyer à Montlhéry (91) sont en grève. Le dépôt assure des lignes autour de Juvisy, Grigny, Savigny mais aussi du transport privé, notamment pour les salariés de Sanofi. Face à l'inflation généralisée et au durcissement de leurs conditions de travail, ils revendiquent des augmentations de salaire : *« on a eu trois rendez-vous bidons avec le directeur, il se foutait de nous, on s'est dit qu'il fallait y aller »* précisait un délégué syndical. Sur le dépôt de 240 salariés, 170 se sont mis en grève après deux ans de NAO à 0 %. La direction reste sourde aux revendications des grévistes et répond par l'intimidation : embauche d'une sécurité privée pour tenter d'intimider le piquet, appel aux pompiers plusieurs fois pour signaler un « feu » (en fait, un brasero contenu), policiers plantés toute la journée… Mais pas question de céder pour les grévistes. *« On va pas attendre les NAO et on veut pas de ces miettes ! 3 % c'est quoi ? C'est ridicule, l'inflation elle est à plus de 6 % ! On continue, on a réussi à convaincre ceux de la régulation de se mettre en grève avec nous ! »*

▾ **Piquet de Keolis Meyer à Montlhéry, le sixième jour de grève**

▲ Mobilisation PSA-Stellantis à Charleville le 29 septembre

Vallée de la chimie lyonnaise : entrave au droit de grève à l'encontre des salariés d'Arkema

(EXTRAITS DU COMMUNIQUÉ DES GRÉVISTES DE PIERRE-BÉNITE, EN LIGNE LE 11 OCTOBRE 2022)

« *Nous, des salariés du site Arkema Pierre-Bénite et la CGT, sommes en grève reconductible depuis le 16 septembre. Nous revendiquons 200 euros d'augmentation sur nos salaires afin de faire face à l'inflation et 6 000 euros de prime dite « Macron ».* [...] *Certains d'entre nous ont même reçu des convocations pour se rendre au tribunal pour accusation de « grève illégale » dans deux semaines. Ras-le-bol* [...] *Mais s'en prendre à notre droit de grève, ça dépasse les bornes ! Là, c'est très grave pour l'ensemble des salariés. C'est pourquoi nous interterons de notre côté une action en justice et que nous poursuivrons cette lutte encore et encore.* [...] *Soutenez notre lutte de toutes les façons. En grève, en actions, en participant à notre caisse de grève.* https://www.leetchi.com/fr/c/rVb7qmDG »

À Camaïeu, les salariés licenciés ne se laissent pas faire !

ARTICLE EN LIGNE DU 10 OCTOBRE 2022

Vendredi 7 octobre, une cinquantaine de personnes se réunissent au siège de Camaïeu à Roubaix, répondant à l'appel de la CGT. Les salariés de l'entreprise, qui font partie des 2 600 personnes licenciées suite à la décision de fermer les 650 magasins, ont confectionné des pancartes qu'ils brandissent sur le piquet : « *On ne joue pas au poker avec les salariés !* » Plus tôt dans la semaine, mardi 4 octobre, un certain nombre d'entre eux ont occupé le siège de la direction pour dénoncer la responsabilité des actionnaires. Aujourd'hui, le rassemblement est renforcé par une délégation de pompiers et des cheminots venus en soutien.

En tout cas, chacun est sûr d'une chose : quoiqu'en dise la direction, de l'argent, il y en a. Le patron a coulé délibérément la boîte...

Automobile – Mobilisation dans les usines PSA-Stellantis : une prime de 1000 euros concédée... qui ne parvient pas à calmer la colère !

ARTICLE EN LIGNE DU 3 OCTOBRE 2022

Plus de 4 300 salariés de PSA ont débrayé mercredi 28 septembre pour revendiquer de vraies augmentations de salaire et dire que la prime de 1 000 euros, proposée par la direction la veille, ce n'est vraiment pas assez. Il y a eu pas moins de 1 300 grévistes à Mulhouse, 1 100 à Sochaux, 460 à Valenciennes, 350 à Douvrin, 340 à Caen, 280 à Borny, 270 à Rennes, des dizaines à Poissy, Sept-Fons, Vesoul... et encore 700 à PSA Charleville le 29. Dans certains sites, il n'y avait jamais eu de grève. C'est la plus grande vague de débrayage à PSA depuis 33 ans... Et à l'époque, en 1989, elle ne s'était pas étendue au-delà des usines de Sochaux et Mulhouse.

Bien des choses sont remarquables dans cette mobilisation. D'abord la participation des intérimaires. Ensuite, il y a la participation des sous-traitants. La direction de PSA a donc de bonnes raisons de s'inquiéter ! ■

» **Lire aussi sur notre site :** « Automobile : déjà mobilisés pour les salaires ! », article du 30 septembre 2022

Les organisations syndicales et la convergence des luttes

2 NOVEMBRE 2022– JEAN-JACQUES FRANQUIER

Alors que la journée de grève du 18 octobre dernier pour la hausse des salaires et pour la défense du droit de grève avait, en dépit des commentaires intéressés de certains médias, connu un relatif succès avec 150 rassemblements un peu partout dans le pays, c'est désormais l'affrontement à fleurets mouchetés que se livrent les députés et le gouvernement sur fond de 49.3 qui est repassé sur le devant de la scène. Patrons et ministres peuvent continuer de croire que le ronron parlementaire permet d'orienter la colère vers une voie de garage.

À l'issue de la journée du 18 octobre, la CGT avait appelé à deux nouvelles journées de grève et de manifestation les 27 octobre et 10 novembre. On pouvait s'interroger sur le choix des dates, la première étant incluse dans les vacances scolaires de la Toussaint, période peu propice aux grèves et manifestations. De fait, la participation au 27 octobre a été marginale et l'appel au 10 novembre n'est, à l'heure où nous écrivons, guère présent dans les esprits. Bien sûr, tout peut encore se produire, la colère étant là. Mais pour l'heure la grève des raffineries ne se maintient plus que sur le site de Feyzin et il est possible que, dans l'immédiat, les perspectives de convergences ouvertes par leur grève soient remises à plus tard.

Toujours est-il que la réponse des grévistes et des manifestants aux provocations du gouvernement a été suffisante pour inciter ce dernier à rester plus circonspect. Certes, le gouvernement avait montré les dents en brandissant la menace de réquisition. Et il en avait fait tout un tintamarre médiatique destiné à faire croire à tout ce que ce pays compte de réactionnaires qu'il restait ferme. Mais, outre qu'il n'a pas vraiment mordu – il a au contraire été d'une extrême prudence avec seulement quelques travailleurs réquisitionnés –, il a dû en rabattre sur son discours.

Macron prend cependant acte du tassement actuel de l'expression de la colère des travailleurs. Le 12 octobre, Élisabeth Borne expliquait que *« toutes les entreprises qui le peuvent doivent augmenter les salaires »*, histoire d'inciter celles dont les profits sont trop insolents (comme Total) à faire un geste pour calmer la grogne. Macron est revenu sur cette incitation en affirmant qu'il n'était pas question d'indexer les salaires sur la hausse des prix et que les augmentations des salaires étaient du ressort des patrons. En se félicitant sans doute que, au plus fort de la mobilisation, la Première ministre n'ait pas cherché à donner l'exemple en augmentant les salaires de la fonction publique ! Et, pour indiquer que l'heure est à nouveau à l'offensive contre les travailleurs, il a réaffirmé son intention de repousser l'âge de départ à la retraite. Une manière de dire qu'il ne craint pas, ou plus, la mobilisation des travailleurs.

LA COLÈRE EST-ELLE TOUJOURS PRÊTE À S'EXPRIMER ?

Cette colère s'est exprimée par de multiples canaux dans les discussions, les manifestations de soutien. Et aussi par des grèves, dispersées mais nombreuses, sur les salaires justement, même si elles ont lieu dans des endroits moins sensibles que les raffineries de pétrole.

La crainte que la grève des raffineries n'ait servi de pôle de ralliement à toutes les grèves existant dans le pays, voire ne contribue à les déclencher ailleurs, avait provisoirement tempéré le discours gouvernemental. Car les ministres ont beau faire les sourds, ils ne peuvent pas ignorer la colère face à leur incapacité à faire tourner les services publics – en réalité leur efficacité à les démanteler pour dégager toujours plus d'argent pour subventionner les entreprises capitalistes et leurs actionnaires –, ignorer la volonté de revanche qui anime des travailleurs de plus en plus nombreux à être conscients que, sans eux, rien ne tourne. Le premier confinement a laissé des traces durables dans la conscience ouvrière !

JUSQU'À QUEL POINT LES ORGANISATIONS SYNDICALES PEUVENT-ELLES MOBILISER ?

Personne n'est dans la tête de Philippe Martinez pour connaître ses intentions et l'échec de la journée du 27 octobre ne suffit pas pour conclure à une volonté de faire retomber la pression de la colère ouvrière. Mais, même dans l'hypothèse où la CGT chercherait à mobiliser, on peut tout de même se demander s'il s'agit, pour la direction de la CGT, de faire gagner les travailleurs sur les salaires et renverser la vapeur pour mettre la pression sur les patrons.

Car les appareils syndicaux poursuivent leurs objectifs propres en se servant des aspirations des travailleurs pour faire monter la pression... de façon contrôlée par eux, afin de rappeler régulièrement aux patrons qu'ils ont toujours besoin des « corps intermédiaires » que ▸▸

La politique des confédérations syndicales lors du mouvement contre la réforme des retraites de 2010

En 2010, le gouvernement Sarkozy-Fillon et Parisot, la présidente d'alors du Medef, étaient passés par-dessus la tête des syndicats pour imposer une énième contre-réforme du régime des retraites. Mises à l'écart, l'ensemble des organisations syndicales avait fait front, organisant d'en haut le mouvement et son extension progressive, avec plusieurs manifestations par semaine, annoncées chaque fois à l'avance, manifestations gonflées par le fait que chacune réunissait une fois et demie la précédente. Les grèves se multipliaient et s'étendaient dans le secteur public, finissant par atteindre… les raffineries, autour desquelles le mouvement commençait à se structurer, non pas contre les confédérations syndicales mais indépendamment d'elles. Patronat et gouvernement, sans céder sur les retraites, ont immédiatement proposé l'ouverture de négociations sur les retraites complémentaires, l'emploi des séniors… La CGT et la CFDT se sont engouffrées dans ces négociations, espaçant les manifestations et organisant, avec succès il faut bien le dire, le reflux en bon ordre du mouvement. Les travailleurs avaient perdu sur la réforme des retraites, mais les confédérations avaient regagné leur place : gouvernement et patronat ne passeraient plus par-dessus leur tête. Du moins pour un temps ! ■

sont les organisations syndicales. Une position dont ces appareils ont, de leur côté, absolument besoin pour continuer à jouer ce rôle d'avocats des travailleurs qui leur permet de bénéficier encore d'un relatif crédit auprès d'eux. Victime actuellement de CGT-*bashing* de la part du gouvernement, du patronat et de la presse, la CGT peut éprouver le besoin de montrer qu'on ne peut pas se passer d'elle pour contrôler les mouvements de colère.

En tout cas, la CGT se prépare à devoir peut-être refaire cette démonstration en s'appuyant sur la colère que tout le monde connaît. Cela peut nécessiter de relancer, unifier et élargir le mouvement de grèves sur les salaires qui ont touché de nombreuses entreprises ces derniers mois, avec une accélération ces dernières semaines. À condition d'en garder le contrôle et d'être capable d'y mettre un terme quand elle l'aura décidé. Il lui faut donc prendre ses précautions par rapport à tout ce qui pourrait l'en empêcher, à savoir des travailleurs en lutte sur des objectifs qu'ils auraient choisis eux-mêmes, avec des moyens qu'ils auraient décidés eux-mêmes.

Chez les cheminots, le 18 octobre, des responsables CGT expliquaient que les assemblées générales de grévistes n'avaient pas à discuter des revendications qui, selon eux, restent du ressort des organisations syndicales. Plusieurs militants, le plus souvent d'extrême gauche, se sont vu reprocher d'avoir fait adopter par les AG la revendication d'augmentations uniformes (de 400 ou 500 euros par mois) – sacrilège qui « tasserait les grilles » ou « dévaloriserait les qualifications et l'ancienneté » ! Or laisser dans le flou les revendications permet aux organisations syndicales de négocier ce qu'elles veulent, sans tourner le dos ouvertement aux objectifs que le mouvement s'est donné. Encore une fois, les objectifs des travailleurs et ceux des appareils syndicaux ne sont pas les mêmes et, si les travailleurs ne s'en rendent pas toujours compte, les appareils, eux, le savent très bien. Si patronat et gouvernement font un geste jugé suffisant par les appareils, ces derniers tenteront d'amorcer la décrue du mouvement qu'ils auraient contribué à lancer.

QUELLES POSSIBILITÉS D'INTERVENTION POUR LES MILITANTS RÉVOLUTIONNAIRES ?

Tout dépendra si mouvement il y a et, dans cette hypothèse, de sa dynamique. Un mouvement limité ne permettrait sans doute pas à des militants révolutionnaires ou simplement plus combatifs de contourner le contrôle étroit mis en place par les directions syndicales. Et, toujours dans l'hypothèse d'une poussée modérée de la part des travailleurs, le fait que, si mouvement il y a, il sera piloté « d'en haut » par les directions syndicales ne faciliterait pas notre intervention. En tout cas, en 2010, le mouvement (sur les retraites) avait été organisé et dirigé de bout en bout par les dirigeants des confédérations syndicales, depuis l'élargissement jusqu'à l'extinction (voir encadré) sans que les militants d'extrême gauche aient la main[1].

Mais la situation n'est pas exactement la même qu'en 2010. Depuis, plusieurs mouvements – des Gilets jaunes à la grève des urgences dans les hôpitaux – ont éclaté et se sont installés sans que les directions syndicales y soient pour quelque chose ni qu'elles soient en situation de les éteindre. Les militants d'extrême gauche n'avaient d'ailleurs eux-mêmes fait que tenter de suivre ces mouvements. Mais il pourrait en être autrement dans celles des entreprises où ils disposent d'une certaine implantation et où ils peuvent faire en sorte que, si mouvement il y a, il soit contrôlé par les travailleurs eux-mêmes, sur des revendications décidées par ces travailleurs. Car ce serait la seule chance de pouvoir contester les directions syndicales au moment, inévitable, où elles lâcheraient tout, c'est-à-dire une fois leurs objectifs propres atteints ou tout simplement parce que, dans leur grande sagesse, elles auraient décidé en lieu et place des travailleurs qu'il était bon pour eux qu'ils s'arrêtent.

Il s'agit donc, partout où cela est possible, non seulement de discuter de la nécessité d'être nombreux à s'emparer des journées de lutte annoncées par les organisations syndicales, mais aussi de constituer des équipes convaincues qu'un mouvement doit être contrôlé par ceux qui le font, depuis les revendications mises en avant et qu'il s'agit de chiffrer, jusqu'à la façon dont les travailleurs s'organisent démocratiquement, au niveau de chaque entreprise, mais aussi entre elles, et jusqu'aux moyens à mettre en œuvre pour que ne soient pas conclus dans leur dos des accords dont ils ne veulent pas. ■

1. Voir les articles de *Convergences révolutionnaires* de l'époque : « Les directions syndicales iront-elles jusqu'au bout ? », 16 octobre 2010, et « Le rôle et la politique des confédérations syndicales », 26 novembre 2010.

Réforme des retraites : une attaque planifiée contre tous les travailleurs

4 NOVEMBRE 2022 – GASPARD JANINE

Trois ans après une mobilisation qui avait permis de repousser le projet de réforme des retraites sous le tapis de la crise Covid, le gouvernement revient à la charge. Les modalités exactes sont discutées dans des « cycles de concertation » avec les syndicats, pour une adoption, espère le gouvernement, à l'été prochain. Concertation ou pas, l'objectif est clair et net : repousser l'âge de départ à 65 ans et augmenter le nombre d'années de cotisation.

PANIQUE COMPTABLE, RUSE POLITICIENNE

Olivier Dussopt, ministre du Travail, s'alarmait le 6 octobre d'un déficit prévu de 15 milliards d'euros en 2030 dans le système des retraites. Tout en gardant soigneusement le silence sur d'autres chiffres issus du même rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) : le système est bénéficiaire en 2022 et la part des dépenses de retraites dans le PIB devrait rester globale-

ment stable d'ici à 2070. Qui plus est, ce déficit annoncé par le ministre, une fois ramené au volume total des dépenses (300 milliards d'euros), est finalement léger. Et surtout, un fonds de réserve existe, qui, toutes caisses de retraite confondues (de base et complémentaires), contient aujourd'hui 160 milliards d'euros.

Selon le COR lui-même, les principales causes du déséquilibre à venir sont engendrées par le gel des salaires, en particulier dans la fonction publique avec le recours massif à des primes non soumises à cotisations, mais aussi au chômage, privant d'autant les caisses de rentrées d'argent. Mais quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage, et le gouvernement élu en 2022 a promis une réforme des retraites à la bourgeoisie.

UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

L'objectif du gouvernement dans cette réforme n'est pas de rétablir l'équilibre budgétaire, mais, en réduisant les dépenses pour les retraites, de lui permettre d'accorder toujours plus d'exonérations au patronat. Et les gains sont doubles : faire travailler plus longtemps, c'est s'assurer que le nombre de retraités par rapport au nombre de cotisants va mécaniquement baisser, notamment parce que plus on recule l'âge de la retraite et plus nombreux sont ceux qui décèdent avant de pouvoir en bénéficier ; c'est en même temps faire que chaque travailleur bénéficie moins longtemps d'une pension de retraite, et d'autant moins longtemps qu'on a eu un travail plus dur, ruinant la santé. Le travail use davantage les ouvriers que les autres catégories de la population[1]. Et ce calcul morbide, nos savants ministres l'ont forcément intégré, même s'ils ne s'en vantent pas.

À l'heure où les patrons se plaignent d'un manque de main-d'œuvre, dû notamment au fait que les conditions de travail sont déjà inacceptables, les patrons voient dans la réforme une façon de maintenir au travail les salariés qu'ils ont déjà. Cependant, le mensuel Capital, dans un article en date du 2 novembre, s'inquiète : « *Si un recul de l'âge de la retraite apparaît opportun aujourd'hui, alors que presque tous les secteurs connaissent d'importantes difficultés de recrutement* […]*, il serait sans doute malvenu dans quelques mois, [en cas de] récession et de hausse significative du chômage.* » Pour certains milieux bourgeois, il s'agit donc de faire vite !

LA POLITIQUE DES DIRECTIONS SYNDICALES : CONCERTATIONS AU SOMMET, ET PATIENCE POUR LA BASE

Macron, mal élu, semble vouloir donner l'air de commencer son quinquennat moins violemment qu'en 2017, en tout cas pour les « corps intermédiaires », ces directions syndicales dont il veut s'assurer la coopération. Pour l'instant, la réforme des retraites en est au stade des concertations, qui doivent passer par trois « cycles » sur différents thèmes. Le 7 novembre, le deuxième volet portera sur « *l'équité et la justice sociale* ». Sans rire !

Pendant que les syndicats discutent sans chercher à mobiliser, le gouvernement se prépare. L'objectif affirmé pendant l'élection présidentielle était de reculer l'âge de départ à 65 ans. Macron se déclare maintenant « ouvert » à s'arrêter à 64 ans… à condition d'allonger la durée de cotisation. Or, l'âge moyen de départ en retraite, déjà à 62,9 ans en 2021, devrait atteindre 64 ans d'ici 2040 sans même une nouvelle réforme, car, avec la montée en charge des précédentes réformes, nombre de travailleurs n'atteindront les annuités requises qu'à cet âge. Augmenter le nombre d'années requises serait donc un moyen détourner de reculer le départ à 65 ans.

Derrière ce jeu de vases communicants un peu bidon, c'est la stratégie du pied dans la porte : annoncer beaucoup pour se réserver une marge de manœuvre ensuite, en fonction de la contestation. C'est bien pourquoi les modalités précises de la réforme semblent pouvoir se discuter, histoire de laisser de la marge pour orienter la contestation à venir sur tel ou tel aspect technique, mais toujours avec pour objectif une dégradation des pensions et le recul de l'âge de départ. Déjà en 2010, c'est sur ce type de négociations accessoires que les directions syndicales avaient enterré une mobilisation de millions de travailleurs et laissé passer le recul de 60 à 62 ans.

PRÉPARER TOUS ENSEMBLE LA RIPOSTE

La pension moyenne aujourd'hui est de 1 400 euros net : à peine plus du smic. 600 000 personnes retraitées ne touchent que le minimum vieillesse (908 euros, en dessous du seuil de pauvreté qui est de 918 euros pour une personne seule) et une personne sur deux qui y aurait droit ne le demande simplement pas. Le niveau de vie des retraités est à l'image de celui des salariés actifs : il baisse en même temps que la minorité d'actionnaires accumule ses richesses. C'est bien pourquoi toutes les échéances de mobilisation à venir, notamment sur les salaires ou la réforme de l'assurance chômage seront des points d'appui pour combattre aussi l'attaque sur les pensions. ■

1. Selon l'Insee, les ouvriers vivent en moyenne 6 ans de moins que les cadres pour les hommes, et 3 ans de moins pour les femmes.

Pas une bassine de plus

« Fin du monde, fin du mois, même système, même combat »

2 NOVEMBRE 2022 – ÉLISE MOUTIER

À Sainte-Soline dans le marais poitevin, plus de 7000 manifestants se sont rassemblés samedi 29 octobre avant d'arriver à pénétrer sur le plus gros chantier de bassine en cours. Le dispositif policier inédit (1700 policiers et 6 hélicoptères) et les arrêtés d'interdiction de manifester et de circuler n'ont pas dissuadé les opposants aux mégabassines : population locale, paysans, et tous ceux que rassemble ce combat emblématique contre la fuite en avant de l'agro-industrie qui accapare l'eau pour une minorité d'exploitants.

Les mégabassines (ou réserves de substitution) sont d'immenses cratères de plusieurs dizaines d'hectares, au fond recouvert de bâches plastiques, qui sont essentiellement remplis en pompant dans les nappes phréatiques pendant l'hiver[1]. Ces ouvrages, financés à 70 % par de l'argent public, ne concernent qu'environ 5 % des exploitations qui ont besoin de cette eau en été pour irriguer essentiellement… le maïs !

Comme l'expliquait le journaliste de l'émission *En toute subjectivité* de France Inter du 2 novembre dernier, sous le titre « Quand les méga-bassines entretiennent l'élevage intensif » : « *On arrose CINQ FOIS plus de terres pour cultiver du maïs que pour faire pousser TOUS les légumes frais que nous consommons.* […] *98 %* [des cultures de maïs en France] *sont soit du maïs fourrage soit du maïs grain, qui servent en très grande majorité à nourrir les animaux d'élevages* […] *intensifs de porcs et de volailles, ou d'exploitations laitières.* »

Le maïs est aussi utilisé pour la méthanisation, autre aberration de l'agriculture capitaliste, tout comme les cultures, largement subventionnées, utilisées pour les agrocarburants. Alors qu'un quart de la population mondiale est en insécurité alimentaire (Oxfam 2021).

QUI SONT LES VÉRITABLES « ÉCOTERRORISTES » ?

Ce combat n'est pas contre les agriculteurs ou toute forme d'irrigation ou de retenue d'eau, comme le laisse entendre Christiane Lambert, présidente de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). Ce syndicat[2] a promu ce modèle agro-industriel productiviste qui a concentré les terres, industrialisé les élevages, qui a vidé les campagnes de ses paysans et utilise massivement des intrants chimiques[3], détruisant la biodiversité et la fertilité, fragilisant les réseaux hydrologiques. Avec le soutien du gouvernement, ils continuent cette logique mortifère qui accentue la crise climatique en prévoyant la construction de 1000 bassines en France.

Cette lutte contre les mégabassines fait partie de toutes les luttes contre ce système capitaliste qui mène l'humanité dans le mur. Gérald Darmanin a qualifié les protestataires d'« *écoterroristes* » et promis qu'il s'opposerait à la création d'une zone à défendre « *à la demande du président de la République* ». Pour le ministre de l'Intérieur et son patron de l'Élysée, les « écoterroristes » ne sont pas les gros céréaliers qui ruinent les sols ou les compagnies gazières et pétrolières qui polluent la planète en s'en mettant plein les poches, mais celles et ceux qui protestent contre cette situation. Les premiers sont protégés par l'État, les seconds pourchassés par ses flics, pour imposer l'ordre dicté par la course au profit de quelques capitalistes exploitants terriens ou agro-industriels. ■

1. Voir *Convergences révolutionnaires* n° 144, « L'eau, un bien commun vital à préserver : NON aux "méga-bassines" », mars 2022.

2. Le précédent président de la FNSEA, Xavier Beulin, était président du groupe Avril, un groupe industriel agro-alimentaire qui pèse 7 milliards d'euros et qui a parachevé l'orientation de l'agriculture dans un sens productiviste et industriel.

3. « Pesticides : de l'eau potable non conforme pour 20 % des Français », *Le Monde*, 21 septembre 2022.

LYCÉES PROFESSIONNELS

Les profs ne veulent pas former de la chair à patrons !

20 OCTOBRE 2022 – JEAN-JACQUES FRANQUIER

La journée du 18 octobre a été un succès dans les lycées professionnels (LP). Le ministère parle de près de 23 % de grévistes – bien plus dans la réalité, les chiffres annoncés par le ministère étant concoctés par « sondage » et ne tenant pas compte des enseignants réellement attendus ce jour-là. De fait, le mouvement a été très suivi, dépassant les 70 % de grévistes dans de nombreux LP. Les organisations syndicales du secteur appellent à une semaine de mobilisation dès la rentrée des vacances de la Toussaint pour préparer une nouvelle journée de grève le 17 novembre.

UNE RÉFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE QUI FAIT LA PART BELLE AU PATRONAT

Il faut dire que la transformation de la voie professionnelle est menée tambour battant par le gouvernement – la dernière mouture a été annoncée en grande pompe par Macron lui-même le 13 septembre dernier à l'occasion d'une visite dans un LP des Sables-d'Olonne. Une réforme qui entrerait en vigueur dès la rentrée 2023, selon le bon-vouloir des chefs d'établissement qui seraient ainsi dotés de pouvoirs plus grands dans une autonomie des LP considérablement renforcée. Finies les grilles nationales indiquant les heures d'enseignement dues aux élèves matière par matière (les « référentiels » nationaux), place à la diversité au nom de l'insertion dans les bassins d'emploi et des besoins locaux des patrons.

Macron décrit cette réforme comme un *« chantier essentiel pour les cinq ans à venir »*. Une réforme dont la finalité a été clairement affichée dès cette année, l'enseignement professionnel ayant été placé sous la double tutelle du ministre de l'Éducation nationale et du ministre du Travail.

Pour l'essentiel, la réforme consiste à faire coïncider la carte des formations avec les besoins des entreprises locales – ce qui n'est hélas pas très nouveau ! – et, surtout, à augmenter la durée des stages en entreprise, qu'on appelle officiellement période de formation en milieu professionnel, PFMP.

Ces derniers ont pris de plus en plus de place dans le cursus d'un élève de LP. Avec la réforme voulue aujourd'hui, en baccalauréat professionnel, elles occuperaient un total de 33 semaines sur les trois années de la préparation, soit 33 semaines sur 108, près d'un tiers du temps scolaire. Ce qui revient dans la pratique à confier l'essentiel de la formation professionnelle aux patrons, contrairement à ce qui se passe encore aujourd'hui, malgré une place déjà bien trop importante.

Les enseignements professionnels dans les LP seraient donc considérablement réduits. Le comble étant que Macron compte faire assurer ceux qui subsisteraient au sein des LP… par des professionnels rémunérés en vacations pour la circonstance. Or le fait d'être un professionnel ne confère aucune connaissance pédagogique. Pour le ministère, enseigner n'est décidément pas un métier et n'importe qui est, à ses yeux, apte à le faire… On se demande à quoi bon des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé) où sont supposés être formés les profs. Mais il est vrai que les gosses de la bourgeoisie ne se bousculent pas dans les LP !

DES SUPPRESSIONS DE POSTES MASSIVES EN PRÉVISION

L'enseignement général dispensé dans les LP sera lui aussi affecté – il l'a déjà été depuis des années au fil des réformes successives de la voie professionnelle. Dans certaines matières, comme les mathématiques, la baisse serait de 30 %.

La conséquence prévisible sera évidemment des suppressions massives de postes : les syndicats n'hésitent pas à parler de « plan social ». Les LP peinaient à trouver des enseignants, encore plus que le reste de l'Éducation nationale : c'est le secteur qui compte le plus de contractuels, mis en face des classes sans aucune formation pédagogique – et parfois devant enseigner dans des matières assez éloignées de la discipline dans laquelle ils ont fait leurs études. Quant aux professeurs « titulaires » de lycées professionnels (PLP) dont les postes auront été supprimés, ils iront boucher les trous dans les collèges – pourquoi pas dans les lycées, d'ailleurs ? – où sévit une grave pénurie d'enseignants. Cerise sur le gâteau pour le ministère, en enseignement général, les PLP sont « bivalents », c'est-à-dire enseignent dans deux matières (mathématiques et sciences, ou lettres et anglais, etc.). Le ministère fait ainsi coup double : la diminution du nombre d'enseignant en LP contribuera non seulement à combler les trous en collège, mais le fera avec davantage de souplesse avec des personnels polyvalents. On doit se congratuler chez les hauts fonctionnaires du ministère pour une telle intelligence managériale !

VERS UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ENTIÈREMENT EN APPRENTISSAGE ?

La formation professionnelle initiale est, depuis des décennies, partagée en deux filières : celle des établissements d'enseignement et celle de l'apprentissage. La filière des établissements d'enseignement assure l'essentiel des formations. L'apprentissage n'est prépondérant que dans certains métiers très spécifiques – comme les métiers de bouche – ou ceux que les chambres de métiers ou les chambres de commerce et d'industrie veulent garder sous leur coupe[1].

Depuis les années 2000, les réformes successives, en particulier celle annoncée par Macron, ont consisté à rapprocher de plus en plus la façon dont l'enseignement est dispensé en LP de celle de l'apprentissage.

Macron, pour vendre sa réforme aux jeunes des LP, leur a promis qu'ils toucheraient une « gratification » comprise entre 200 et 500 euros par mois pour les périodes de formation en entreprise. Une gratification qui serait payée… par l'État ! Jusqu'à maintenant, même si l'État a développé massivement les aides financières, c'est théoriquement l'entreprise d'accueil qui « gratifie » ou non le stagiaire, en fonction de la durée du stage et sur la base d'un taux horaire de 3,90 euros, exonéré de cotisation sociale[2].

Mais, avec la nouvelle réforme, c'est l'État qui paierait ! N'hésitez plus, dit Macron aux chefs d'entreprise, c'est cadeau : vous employez, nous payons. Car un certain nombre d'entreprises pourvoyeuses de stage planifient leur travail en comptant sur la présence de stagiaires : si vous passez un bac pro commerce ou vente, il y a de fortes chances que des magasins – particulièrement certaines grandes chaînes de vêtements ou de jouets – vous accueillent volontiers dans la période qui précède les fêtes de fin d'année !

UNE RÉFORME QUE REFUSENT LES ACTEURS DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Réduction drastique de l'enseignement professionnel en LP, réduction de l'enseignement général ramené à la transmission de savoirs de plus en plus basiques, suppressions massives de postes… On comprend que les acteurs de l'enseignement professionnel soient vent debout contre cette contre-réforme qui prolonge toutes celles qui ont dénaturé cette voie depuis le début des années 2000. À quoi il faut encore ajouter une dégradation prévisible des conditions de travail : impossible de développer l'apprentissage en LP sans mêler aujourd'hui dans les mêmes classes des publics sous statut scolaire et sous statut d'apprentis. Or, comment dispenser le même enseignement à des élèves dont les uns seraient présents tout le temps (à l'exception des périodes de stage) et les autres par exemple une semaine sur deux ? Il faut bien voir que cela ne se ferait pas dans des petits groupes d'une dizaine d'élèves, mais dans des classes de trente élèves, voire davantage, en enseignement général ! Et comment faire coïncider tout cela avec les vacances scolaires ? C'est clairement mission impossible. La réponse de l'administration : organisez-vous, mais rappelez-vous que, comme tous les salariés, seules cinq semaines de congés payés sont de droit.

On comprend que la réforme passe mal auprès d'enseignants déjà mal payés (environ un tiers des enseignants de LP sont des contractuels), et considérés le plus souvent comme des sous-profs parce qu'en charge des élèves des milieux populaires : même si les diplômes requis sont les mêmes que dans tous les lycées, le concours d'accès est considéré comme étant au rabais. Tous les enseignants de LP sont convaincus que la réforme prévue aboutira à la fin des 18 heures face à élève, à la fin des congés scolaires, à la fin du statut de fonctionnaire d'État des enseignants.

Sans idéaliser la voie professionnelle « ancienne formule » – les réformes successives ont déjà profondément transformé une voie déjà critiquable en elle-même –, ils ont bien raison de ne pas se laisser faire et de lutter contre ce que veulent Macron et les dirigeants du patronat.

En 2000, face, déjà, à une réforme qui remettait gravement en cause l'enseignement en LP, les enseignants s'étaient mis en grève, avec des manifestations qui tenaient du raz-de-marée par rapport aux effectifs des profs de LP. Ils avaient été le fer de lance d'un mouvement qui s'était étendu aux collèges et aux lycées… faisant sauter le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, un certain Allègre. Tout ce qu'on peut souhaiter est que leur mobilisation s'inscrive dans un mouvement général capable de faire ravaler la réforme non seulement au ministre actuel, mais à celui qui l'a promue, c'est-à-dire Macron lui-même, à qui on souhaite le même avenir qu'Allègre ! ■

//

1. Jusqu'il y a très peu de temps, les patrons de la coiffure, par exemple, refusaient catégoriquement la création d'un bac pro coiffure, parce qu'il relèverait automatiquement de l'Éducation nationale. Ce bac pro coiffure n'a donc été créé que tout récemment, en juin 2019. Mais, pour faire fonctionner un salon, le CAP ou même le bac pro ne suffisent pas, il faut obligatoirement la présence d'une coiffeuse ou d'un coiffeur titulaire d'un brevet professionnel (BP), diplôme de niveau IV comme le bac, mais relevant exclusivement des chambres patronales qui gardent ainsi la main !

2. La durée minimale pour que la gratification soit de droit est, sur un même lieu de stage, de deux mois consécutifs ou plus de 309 heures non consécutives. Le montant peut être supérieur à 3,90 euros, mais à la condition que cette possibilité soit ouverte par la convention collective à laquelle l'entreprise était liée. Le dépassement n'est plus exonéré de cotisation sociale. Bref, l'employeur est fortement incité à ne pas aller au-delà du « minimum » prévu, qui est d'ailleurs aussi un maximum pour toutes les administrations publiques, grosses pourvoyeuses de stages.

INTERVIEW

Isabelle*, lycéenne en terminale bac pro Commerce dans un lycée professionnel de Pantin

Bonjour, est-ce que tu peux un peu nous raconter comment s'organisent les stages en lycée pro ?

Notre formation est répartie entre les cours à l'école et 22 semaines de stages obligatoires cumulés sur les trois ans (six semaines en seconde, huit en première et en terminale). On doit chercher nous-même nos stages, où on travaille comme n'importe quel travailleur. Dans notre filière, on n'est qu'une minorité à faire quelque chose qui a à voir avec le commerce : un gars dans ma classe a dû faire le vigile dans son stage chez un opticien, d'autres devaient s'occuper des photocopies et des machines à café. On est un peu des mains à tout faire.

Quand j'étais en seconde, en stage à Cuisinella, on ne me donnait rien à faire, à part des photocopies et jeter des cartons, et je m'ennuyais pas mal !

Qu'est-ce que vous, les lycéens, pensez de ces stages ? Ça n'aide pas un peu pour se former ?

En fait, il n'y a qu'une minorité de lycéens qui en tire quelque chose de bénéfique. Pour les patrons, nous prendre trop jeunes et sans expérience, c'est aussi se rajouter du travail en plus à nous former.

De plus, la quasi-totalité de nos stages ne sont pas rémunérés, étant donné qu'il faut faire plus de 309 heures pour être payé, ce qui n'est jamais le cas : le peu de salaire qu'on peut obtenir dépend du bon-vouloir du patron.

Mardi dernier, les profs étaient nombreux en grève contre la nouvelle réforme des lycées pros, qu'est-ce que les lycéens en pensent ?

Franchement, personne n'est au courant dans ma classe, à part une explication de notre prof principale qui, elle, a fait la grève. Mais, pour moi, plus de stages, ça ne serait pas une bonne idée, il y a déjà pas mal d'élèves qui ont des difficultés scolaires, alors on risque d'augmenter les lacunes en diminuant les heures de cours.

Alors évidemment, ça permettrait aussi d'être payés, mais 3,90 euros de l'heure ça reste trop peu, et qu'est-ce qu'ils vont faire les secondes alors que les patrons n'ont même pas envie de les prendre ?

Tout ça, c'est au bénéf des patrons et pas des élèves.

En parlant des cours, comment ça se passe ?

On a les matières générales et professionnelles, pour les dernières on a l'impression que les profs n'en ont rien à faire des élèves, qu'ils ne nous poussent pas à travailler. On en a un qui nous prenait de haut en disant qu'on allait faire nos stages à Franprix, comme si on ne pouvait pas aspirer à aller plus loin, c'est de la discrimination. Surtout que beaucoup d'élèves viennent de milieux populaires.

En ce moment, on voit beaucoup les prix augmenter et les grèves se multiplier, est-ce que ça fait discuter ?

Beaucoup d'élèves veulent arrêter les cours après le bac directement pour aller travailler, il y a un vrai besoin d'argent : j'ai un copain qui est agent d'entretien pendant les vacances.

Ça a un peu discuté de faire un blocus mardi, mais finalement on ne l'a pas fait. Je me dis que sur la question des salaires, on devrait être payés à la même hauteur que les ouvriers si on fait le même travail ; c'est au patron de payer parce que c'est pour lui qu'on bosse et pas pour l'État. ■

//

* Le prénom a été changé.

Généraliser l'apprentissage… puisque les jeunes de la voie professionnelle n'y vont pas d'eux-mêmes !

J.–J. F.

Une différence essentielle entre formation en établissement d'enseignement et apprentissage est que l'apprenti n'est pas sous statut scolaire mais sous contrat d'apprentissage, qui est un contrat de travail. Il touche une rémunération (minime et dépendant de son âge) et passe une partie de son temps de formation en entreprise, jusqu'à la moitié, le reste au centre de formation pour apprentis (CFA). Il ne bénéficie pas des congés scolaires mais de cinq semaines de congés, comme l'ensemble des salariés.

La volonté de l'État de développer l'apprentissage a été remise au goût du jour dans les années 2000, qui auront décidément représenté un tournant dans les politiques d'éducation.

En 2006, le gouvernement Villepin avait abaissé l'âge légal de l'apprentissage à 14 ans. Cela n'avait été suivi d'aucun effet, les patrons eux-mêmes ne voulant pas avoir à s'occuper des adolescents de cet âge et préférant les laisser aux bons soins des enseignants de collège…

Depuis, l'âge légal à partir duquel on peut devenir apprenti a été porté à nouveau à 16 ans, 15 ans dans certaines circonstances particulières. Les réticences des équipes éducatives, mais aussi des familles et des jeunes eux-mêmes, face à l'apprentissage n'ont pas empêché les ministres successifs d'en vanter les mérites, avec leurs méthodes insistantes. Dans les années 2010, les seules ouvertures de formation acceptées facilement par les rectorats dans les LP étaient des sections d'apprentis, les conseils d'administration étant fortement incités à en ouvrir dans les LP, avec des chantages aux suppressions de postes. Comme cela n'a pas inversé la tendance, l'administration s'est octroyé le droit d'imposer les sections d'apprentis dans un LP sans demander l'avis du personnel, des élèves ou des parents.

Les pouvoirs publics n'ont donc pas ménagé leurs efforts pour attirer les jeunes vers l'apprentissage. Mais rien n'y a fait ! L'apprentissage n'a pas décollé. Alors, d'où vient que le gouvernement se vante d'une « explosion » du nombre de jeunes sous statut d'apprentis ? Dans la réalité, cela ne concerne ni les CAP, ni les bacs pros, dont la proportion reste stable, voire baisse[1]. Ce qui a fait exploser le nombre d'apprentis, ce sont… les étudiants ayant choisi une formation « en alternance » qui leur permet de payer leurs études, situation permise par la réforme de la voie professionnelle de 2018. *« Entre 2016 et 2021, le nombre d'entrées de jeunes en alternance est passé de 438 000 à près de 800 000, soit une hausse de 82 %, largement imputable aux années 2019 à 2021. Si les entrées des jeunes en contrat de professionnalisation se sont effondrées (– 57 % entre 2019 et 2021), les entrées en apprentissage ont augmenté de 98 % entre 2019 et 2021, soutenues par les aides exceptionnelles versées aux employeurs d'alternants pour faire face à la crise. »*, dit un rapport de la Cour des comptes de juin 2022. Car c'est l'État qui met largement la main à la poche pour combler le trou des caisses correspondantes, le dispositif étant devenu extrêmement coûteux, ce que dénonce d'ailleurs le même rapport[2].

La plupart des jeunes ne veulent pas de l'apprentissage qui apparaît comme moins efficace pour leur formation. Le SNUEP, le syndicat FSU des LP, affirme que les taux de réussite aux examens professionnels sont nettement moins bons pour les apprentis que pour les élèves des LP – 41,4 % contre 67,1 % pour les bacs pro, 58,6 % contre 72,9 % pour les CAP –, tandis que le taux de poursuite d'études est de 9,6 % en apprentissage contre 49 % en LP[3].

Mais le gouvernement reste droit dans ses bottes. Il veut, avec les dirigeants du Medef, imposer l'apprentissage aux élèves et même aux patrons qui, en dehors de quelques métiers spécifiques, préfèrent largement employer des élèves formés de façon généraliste et adaptables à leurs besoins. ■

//

1. *« En effet, selon les données de la Dares, le service statistique du ministère du Travail, les apprentis préparant une formation de niveau CAP représentaient environ 27 % des nouveaux contrats signés en 2020, contre près de 36 % un an plus tôt, et 41 % en 2018. En 2021, d'après les derniers éléments que vient de communiquer la Dares, leur part a encore chuté, à 22 %. Dans le même temps, celle des bac+3 ou plus a décollé, de 21 % en 2018 à 40 % en 2021. »* Article de *Capital* du 8 février 2022 : « Apprentissage : pourquoi les chiffres records doivent être pris avec des pincettes »

2. *« Conjuguée à la baisse des recettes, la hausse des dépenses d'apprentissage a fortement contribué au déficit enregistré par France compétences en 2020 (4,6 Md€) et 2021 (3,2 Md€), ainsi qu'aux fortes tensions de trésorerie en 2021, qui ont conduit l'établissement à recourir à l'emprunt à hauteur de 1,7 Md€ et l'État à lui verser des subventions exceptionnelles pour un montant de 2,75 Md€. Malgré ce soutien massif, de nouvelles difficultés de trésorerie sont prévues dès l'été 2022. » La formation en alternance,* rapport de la Cour des Comptes de juin 2022.

3. Voir la brochure éditée par le SNUEP sur le devenir de l'enseignement professionnel.

Iran
Les femmes en première ligne pour un renversement révolutionnaire de la dictature

4 NOVEMBRE 2022 – TRISTAN KATZ

Depuis le 17 septembre 2022, et malgré une répression féroce, l'Iran est traversé par une contestation inédite par sa force, son ampleur nationale et sa durée. En se proposant de renverser explicitement le régime, cette explosion sociale prend la tournure d'une mobilisation de l'ensemble des classes sociales populaires des peuples d'Iran, des villes et des campagnes, de secteurs importants des classes moyennes. Elle porte des revendications sociales, démocratiques, des minorités nationales, avec à leur tête les femmes et la jeunesse.

C'est une crise révolutionnaire, dans un régime qui a éliminé toute forme d'opposition, dans un contexte de crise économique majeure, quand le 13 septembre 2022 le visage d'une jeune femme d'origine kurde de milieu populaire, Mahsa Jina Amini, torturée dans un commissariat et morte trois jours après à l'hôpital, est devenue le point de ralliement de toutes les colères contenues par plus de quarante ans de dictature.

« FEMME, VIE, LIBERTÉ ! »

C'était un contrôle, un parmi des milliers chaque jour opéré par la police de la moralité (*Gasht-e Ershad*), un tabassage parmi des centaines, une morte parmi des dizaines. Mais la mort de Mahsa Jina Amini, dont le deuxième prénom était interdit par l'état-civil de Téhéran, pour une mèche de cheveux qui dépassait de la tenue réglementaire, a provoqué une vague immense de mobilisations des jeunes femmes sur l'ensemble des 31 provinces du pays au point de cristalliser l'ensemble des exaspérations et des aspirations à une autre société.

De la jeunesse étudiante, lycéenne – on a même vu des mobilisations dans les collèges et les écoles – mais aussi celles des quartiers pauvres de la capitale Téhéran comme dans les grandes villes. À Tabriz, Ispahan, Chiraz et même dans la ville sainte de Qom. La vague a submergé tout le pays, du Kurdistan à l'ouest au Baloutchistan à l'est.

Par dizaines de milliers, des jeunes femmes ont enlevé publiquement leur foulard, parfois en se coupant les cheveux, remettant à la fois en cause l'un des piliers fondamentaux de la République islamique d'Iran qui cantonne au second plan les femmes et en s'exposant à la répression, montrant à la société entière qu'il n'y aurait pas de retour en arrière. Dans une société qui vit la séparation stricte du privé et du public, où la moindre contestation politique est réprimée, cet acte répété des dizaines de milliers de fois est devenu un défi ouvert au régime. Par ce simple geste, d'un courage qu'on peine à mesurer, ces jeunes femmes ont montré que la justice commence là où cessent les mensonges d'un régime obsolète.

ORGANISATION ET COOPÉRATION

Les premiers rassemblements spontanés dès le 14 septembre, d'abord à Sanandadj au Kurdistan puis assez vite sur l'ensemble du pays, ont fait place à des dispositifs militants organisés, pour contourner et affronter de plus en plus directement le pouvoir et sa répression. Les expériences relatées par les militants en Iran, et qui arrivent à passer la censure, montrent l'organisation et la coopération nécessaires, ne serait-ce qu'entre jeunes femmes et jeunes hommes, pour mettre en place une action, un rassemblement, assurer sa tenue, sa protection.

Dans un pays quadrillé par des miliciens de quartiers (*Basidji*, « force de mobilisation de la résistance »), où tout le monde se connaît, manifester publiquement, et même protester de nuit sur son balcon, expose immédiatement à la répression.

Pourtant le mouvement s'amplifie. Malgré les coupures d'Internet dès le 18 septembre, le mouvement se répand sur l'ensemble du territoire et dans des couches grandissantes de la société. Plus de 150 villes sont traversées de rassemblements, blocages et affrontements. Après une première phase où la jeunesse est en première ligne, la révolte prend un caractère plus général, et le slogan « *Femme, vie, liberté (Zan, Zendegi, Azadi)!* » né des luttes au Kurdistan, devient le début d'un programme.

LES LEÇONS DES PROTESTATIONS ANTÉRIEURES APPLIQUÉES PAR UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

Les premières réactions rapportées de militants iraniens de diverses sensibilités étaient de considérer que le pouvoir avait été pris par surprise. En effet, l'inflation qui est endémique en Iran (au-dessus des 40 % depuis longtemps) avait été ramenée à des seuils beaucoup plus bas début septembre[1]. En essayant de réduire le coût de l'embargo occidental et des conséquences de la crise économique dans la région, le pouvoir de Téhéran pensait grâce à cet effort, combiné à son dispositif de fondations religieuses caritatives, désamorcer les tensions sociales en vue de gérer la période délicate de désignation du nouveau Guide de la révolution (*Rahbar-e enqelāb*), souvent appelé Guide suprême, après Ali Khamenei. Mais ces dispositions n'auront servi à rien. L'accumulation de colère s'est cristallisée, mais ce sont surtout les leçons des protestations antérieures qui ont été mises en pratique par une nouvelle génération.

Les protestations de 2009 se faisaient au sein du régime pour le réformer et étaient pour la plupart issues des classes moyennes urbaines : l'échec prouva qu'on ne pourrait réformer le régime de l'intérieur, par la voie légale, électorale dans ce cas. Celles de 2017 et 2019, nées dans les milieux populaires et la classe ouvrière, ont mis au-devant de la scène les revendications sociales et permirent qu'enfin la discussion sur l'avenir de l'Iran s'invite dans les discussions de la base de la société.

Le début de l'année 2022 avait vu l'augmentation des conflits du travail (grèves, pétitions et rassemblements en dehors des heures de travail), quand précédemment, lors de l'été 2021, plus de 100 000 travailleurs du pétrole dans quinze provinces s'étaient mobilisés. Malgré la dictature, la contestation avançait sur plusieurs fronts : celui des femmes bien sûr, celui du monde du travail, des droits des ▸▸

minorités nationales, mais aussi écologiques dans lesquelles les luttes pour l'accès à l'eau prennent une dimension de classe immédiate.

Les contestataires le savaient dès le départ : une fois un mouvement général enclenché, le choc avec le pouvoir serait brutal. La théocratie dans sa guerre fait peu de prisonniers. Le régime ne s'en cache pas. Depuis l'établissement de la république islamique, plus de 6 000 homosexuels ont été pendus, des dizaines de milliers d'opposants politiques ont été exécutés (12 000 en 1988[2]). Plus de 1 500 tués lors de la répression de 2019, et depuis janvier 2022, 428 peines capitales exécutées selon Human Rights Watch, sans compter les morts lors des manifestations de ces dernières semaines.

« NI SHAH NI MOLLAHS, A BAS LE DICTATEUR »

En matière d'informations, la prudence s'impose tant les retours d'Iran sont fragmentaires, demandant à recouper systématiquement la moindre nouvelle. Pourtant il est possible de voir la portée d'une telle explosion. Les habitants de la région, du Moyen-Orient en passant par le Caucase jusqu'en Afghanistan, se sentent très concernés. Moins d'une semaine après le début du mouvement en Iran, Kaboul a vu des manifestations de femmes dénonçant la répression sous le régime des talibans.

Les informations collectées auprès de militants afghans, en grande partie de la minorité Hazara mais pas seulement, décrivent malgré la chape de plomb un regain d'activité impulsé par cet espoir venu de Téhéran : développement des écoles clandestines pour les filles, actes de résistance et manifestations contre les talibans.

Et là, entre tortionnaires de Téhéran (chiites) et de Kaboul (sunnites) pas de division, mais une collaboration pour contrer toute opposition. Le silence des chancelleries occidentales, mises à part des déclarations de pure forme, indique également qu'il sera difficile de dévoyer, à l'étape actuelle, la mobilisation. Bien entendu, la réapparition du courant monarchiste dans les manifestations en Europe et aux États-Unis n'est pas un accident. Mais on a vu sur les murs des villes d'Iran et entendu dans les manifestations le slogan « *Ni shah ni mollahs, à bas le dictateur !* » repris en masse. La récupération de la contestation ne sera pas facile.

Les formes de lutte sont à l'image d'un puissant mouvement touchant les classes populaires et moyennes. Cela se traduit par des gestes symboliques (fontaines colorées de rouge, le mot « liberté » écrit en lettres de feu sur les flancs de montagnes et visibles des villes la nuit), comme des protestations nocturnes dans les quartiers (au point que la police fait sonner les sirènes et tire à balles réelles pour faire taire ces protestations entre voisins), des occupations de campus en mixité, des manifestations de rue, occupations des quartiers populaires, organisation contre la répression, prise de quelques commissariats, le piratage en direct du journal télévisé en pleine intervention à la gloire du Guide suprême, et bien sûr des grèves.

DES GRÈVES MALGRÉ LES OBSTACLES

Les grèves sont difficiles à organiser pour des raisons évidentes. Notons d'un côté l'importance des fondations islamiques caritatives (*Bonyad*) qui servent d'amortisseurs sociaux, assurant nourriture et accès à des services hors du marché. Et surtout les équipes animatrices des syndicats, souvent travaillant clandestinement, ont été arrêtées : dès le mois de mai dernier pour les conducteurs de bus de Téhéran, et très vite pour le collectif des enseignants avec des centaines d'arrestations.

Par ailleurs, plus de 40 % des travailleurs en Iran, selon les statistiques officielles, appartiennent au secteur informel, auxquels il faut ajouter les travailleurs du gaz et pétrole qui sont pour la plupart saisonniers et payés à la journée.

La grève prend dès lors un tour éminemment politique : il s'agit de préparer les familles, le quartier pour tenir (pas de travail, c'est la faim), gagner les équipes pour des actions en bloc pour éviter l'isolement qui peut être mortel, au sens littéral. Malgré cela, des mobilisations puissantes ont eu lieu au Khouzistan, la région produisant le plus de pétrole (au sud-ouest du pays, aux confins de l'Irak et du golfe Persique), mais aussi sur les sites gaziers du golfe Persique.

Des mouvements ont également eu lieu dans des entreprises connues pour leur combativité comme celui des travailleurs de l'usine du sucre de Haft Tapeh, mais également chez des soudeurs de pipelines pour ce qui est vérifié. La réalité est sans doute plus importante[3].

UN MOUVEMENT À LA CROISÉE DES CHEMINS, ENTRE ASPIRATIONS RÉVOLUTIONNAIRES DE LA BASE, TENTATIVES MODÉRATRICES DE CERTAINS ET SLOGANS NATIONALISTES DU POUVOIR POUR DONNER LE CHANGE

Après des semaines de lutte, le mouvement connaît des pauses et des reprises, qui montrent à la fois sa détermination et une fermentation politique sous-jacente. C'est désormais le contenu de classe de ce processus révolutionnaire qui se discute dans des conditions dramatiques. La répression est permanente, massive et sans concession. Cela peut toucher la prestigieuse école polytechnique de Téhéran, des villages kurdes isolés, avec une cruauté sans mesure comme au Balouchistan où, pour le seul 28 septembre, on dénombre près de cent morts dans la ville de Zahedan (590 000 habitants). À Téhéran, des hélicoptères ont tiré sur la foule qui occupait une autoroute en périphérie de la capitale le jeudi 3 novembre.

Les prisons sont pleines. Celle d'Evin, de sinistre réputation et la plus grande de la capitale, a connu une émeute, et surtout des milliers de prisonniers ont été sortis de Téhéran pour être détenus dans des lieux inconnus. Des centaines de morts, des milliers d'arrestations.

Dans ces conditions, le difficile développement des luttes comme leur coordination est certes un problème important, avec toutefois des progrès comme le montre leur synchronisation sur la capitale. Reste le problème de l'orientation, celui des revendications, avec la demande de renverser le régime. Ce à quoi la dictature a fait diversion en ayant appelé le 28 octobre à manifester contre un attentat de Daech à Chiraz en invoquant un complot international fomenté par les États-Unis et Israël. Sans tromper grand monde d'ailleurs.

Pour l'heure, la contestation révolutionnaire est à la croisée des chemins. Au mot d'ordre « *Femme, vie, liberté* » répond dans la rue « *Homme, prospérité, patrie* » qui résonne bien en persan et qui parfois est repris juste pour la rime, mais dont il n'échappe à personne qu'il a une signification bien différente. Différents collectifs de quartiers reprennent des slogans nationalistes. Une porte de sortie potentielle plus que bienvenue pour le régime, qui après quelques changements, pourrait retrouver une fraîcheur passagère en faisant vibrer cette corde.

D'un autre côté, pour d'autres, et pas seulement dans les universités et dans les entreprises où des militants interviennent, réside l'idée de composer avec le régime, sans aller jusqu'à le renverser, mais en s'en tenant à l'extension de droits démocratiques et de droits sociaux. Un objectif édulcoré de la révolte qui fait son chemin. Des sociaux-démocrates, et parfois même des militants de la gauche radicale, soulignent que cette révolte ne pourra pas déboucher faute de « débouché politique ». N'en déplaise à ces habitués des marchandages et illusions réformatrices, les milieux populaires en révolte ne les ont pas attendus. N'ayant rien à perdre, comme on l'entend dans les manifestations, pour le moment la majorité semble préférer les risques de la dynamique révolutionnaire.

Bien entendu les tâches restent immenses. Un parti communiste révolutionnaire pourrait rendre crédible la possibilité d'un double pouvoir, en un mot mettre en pratique « la révolution en permanence ». À son programme, il s'agirait de garantir les droits des peuples d'Iran, les libertés démocratiques – dont l'émancipation des femmes et l'égalité entre les sexes –, cantonner le religieux à la sphère privée, et permettre aux travailleurs d'exercer le pouvoir en l'ôtant des mains de la bourgeoisie (avec ou sans clergé chiite), pour instaurer une véritable justice sociale, sans patrie et sans frontières, une République des travailleurs. Une perspective pour les militants révolutionnaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Iran. ■

1. L'économiste américain d'origine iranienne Djavad Saheli-Isfahani commente les discussions des autorités à ce propos : https://djavadsalehi.com/2022/09/05/inflation-in-iran-much-confusion-about-nothing

2. Henry Sorg, « Le massacre des prisonniers politiques de 1988 en Iran : une mobilisation forclose ? », *Raisons politiques*, 2008/2, p. 59-87.

3. Des boucles Telegram de différents collectifs de travailleurs circulent relayant pour partie des informations crédibles et étayées.

Brésil

Lula élu

Les travailleurs restent désorganisés face à l'offensive de la bourgeoisie et aux menaces de l'extrême droite

3 NOVEMBRE 2022
TRISTAN KATZ
ET JEAN-JACQUES FRANQUIER

Au Brésil, à l'issue d'un scrutin extrêmement serré, Lula a été élu au second tour de l'élection présidentielle par 50,9 % des suffrages exprimés contre 49,1 % à son adversaire d'extrême droite, le président sortant, Jair Bolsonaro. Lula reste auréolé, auprès des classes populaires, de son passé de militant syndicaliste contre la dictature féroce des années 1980, prestige personnel qui a résisté aux mesures en faveur du patronat et à celles prises contre les travailleurs lorsqu'il était au pouvoir et aux scandales de corruption. Mais l'écart entre les deux candidats s'est même réduit entre le premier et le second tour : Lula a gagné de l'ordre de deux millions de voix, Bolsonaro quelque six millions, soit trois fois plus. De plus, mis à part ce dernier scrutin, Bolsonaro est en fait le grand gagnant de toutes les élections qui se sont déroulées ces derniers temps au Brésil : s'il a échoué sur le fil à la présidentielle, son parti est le premier à la Chambre des députés et au Sénat et c'est un de ses anciens ministres qui l'a emporté à l'élection du gouverneur dans l'État de São Paulo, le poumon économique du pays, produisant un quart de ses richesses.

L'EXTRÊME DROITE À L'OFFENSIVE

Bolsonaro – qui reste en fonction jusqu'au 1er janvier 2023, date de la passation de pouvoir – est resté silencieux jusqu'au mardi suivant le scrutin, laissant planer le doute sur ses intentions à l'issue du scrutin. Tout le monde avait bien sûr en tête le comportement de celui qui est un modèle pour Bolsonaro, Trump, à l'issue de sa défaite aux élections présidentielles américaines face à Joe Biden.

Il n'en a pas fallu davantage pour que l'extrême droite dont Bolsonaro était devenu le porte-parole organise des manifestations massives à travers tout le pays, avec blocage du réseau routier et autoroutier par de nombreux

camionneurs. Depuis, Bolsonaro a donné le feu vert à ses équipes pour préparer la transition avec celles de Lula. Celui qui dirigera ces dernières est le vice-président élu, Geraldo Alckmin, longtemps un des leaders de la droite libérale brésilienne, un homme que peu de choses séparent politiquement des équipes de Bolsonaro. Tout un symbole !

À l'heure où nous écrivons, il semble que la police et l'armée aient fait lever les barrages routiers, suivant en cela la demande de Bolsonaro lui-même. Depuis le résultat des élections, de très nombreux rassemblements avaient convergé vers les casernes de l'armée, réclamant une intervention de celle-ci pour rétablir *« la loi et l'ordre »*, entendez par là balayer Lula en organisant elle-même de nouvelles élections… ou pas. Changement de stratégie, selon un article du *Monde* publié le 3 novembre : *« Dans les rassemblements de mercredi, interdiction avait été faite d'évoquer un quelconque* "coup d'État"*. Le mot d'ordre est passé : il s'agit de rester pacifique et d'éviter à Jair Bolsonaro toute poursuite judiciaire. »*

DROITE ET EXTRÊME DROITE MAJORITAIRES DANS LES INSTITUTIONS

S'achemine-t-on vers une transition qui mènerait tranquillement Lula au pouvoir ? Peut-être. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que, dans le meilleur des cas pour lui, Lula sera un otage, volontaire il est vrai, aux mains des partis de droite et d'extrême droite, majoritaires dans les institutions du pays.

Si Bolsonaro a fini par se résoudre à passer la main, c'est après avoir constaté que ses principaux appuis, dans son propre parti, avaient reconnu la victoire électorale de Lula. Et ces derniers ont très certainement été sensibles à la prise de position unanime reconnaissant la victoire de Lula des dirigeants des grandes puissances, y compris la Russie et la Chine.

Bolsonaro, et derrière lui tout ce que le Brésil compte de réactionnaires ont de fait toutes les cartes en main pour peser lourdement sur la vie politique. Techniquement, s'il accède à la présidence, Lula devra négocier chaque vote à la Chambre des députés et au Sénat. Ce qui, déjà, n'augure rien de bon pour les travailleurs. De toute façon, lors de son premier mandat, en 2003, une des premières mesures prises par Lula avait été de… repousser de cinq ans l'âge légal de départ à la retraite ! Une mesure qu'il avait bien entendu combattue auparavant dans l'opposition. Car, si, de 2003 à 2010, Lula avait pris quelques mesures en faveur des plus pauvres, sortant près de 30 millions de Brésiliens du dénuement complet, il s'en est pris aux travailleurs qualifiés, ceux qui l'avaient élu et dont le pouvoir d'achat a régressé sous ses mandats, tandis que l'embellie économique qu'avait connue le Brésil jusqu'en 2011 avait surtout profité au patronat, très largement arrosé par l'administration de Lula. Ce n'est pas pour rien que cet ancien métallo, ancien dirigeant syndical auréolé du prestige acquis à la tête de luttes importantes, est devenu un des chouchous des dirigeants impérialistes et de fractions notables de la bourgeoisie brésilienne.

COMMENT BOLSONARO A-T-IL PU CONSERVER UN TEL NIVEAU D'ADHÉSION POPULAIRE ?

S'il gouverne demain, Lula le fera contre les travailleurs, en prétextant qu'il est pieds et poings liés par les assemblées et les gouverneurs. Comme tant d'autres gouvernements l'ont fait et le font.

Mais le plus grave est le désarroi dans lequel lui et la gauche brésilienne ont plongé les classes populaires. On peut tout de même légitimement s'interroger sur le fait que Bolsonaro ait capté tant de voix dans ces mêmes classes populaires, y compris parmi les travailleurs

qualifiés – São Paulo est une des plus grandes concentrations ouvrières du monde, fer de lance des luttes ouvrières au Brésil et l'État dont elle est la capitale vient donc d'élire un gouverneur, ancien ministre de Bolsonaro et membre de son parti. Tous les témoignages sur les manifestants de ces derniers jours en soutien à Bolsonaro montrent des petites gens persuadés que leur salut tient à la reconduction de l'ex-président.

Certes, Bolsonaro et ses soutiens n'ont pas lésiné sur les moyens pendant la campagne du second tour, distribuant de l'argent pris sur les fonds publics dans les villes où Lula était arrivé en tête. Des patrons n'ont pas hésité à faire pression sur leurs salariés, allant jusqu'à licencier ceux qui disaient vouloir voter pour Lula.[1]

Mais cela n'explique pas la situation. Comment un homme apparu comme grossier, imprévisible, complotiste, d'une incompétence crasse face à la pandémie de Covid-19 dont il a purement et simplement nié la gravité, refusant de prendre des mesures sanitaires contre elle, comment se fait-il qu'il a terminé à un cheveu de l'élection à la présidence et l'a emporté dans les autres ? Pourquoi une partie de la bourgeoisie, largement arrosée par Lula quand il était en poste, lui a-t-elle préféré un tel individu ? Comment se fait-il qu'un individu ayant pris d'innombrables mesures anti-ouvrières pendant son mandat puisse bénéficier du soutien d'une bonne partie des milieux populaires, d'une ferveur même ?

Pour la bourgeoisie, face aux menaces de révolte des classes populaires confrontées à une misère croissante, le poids des appareils syndicaux et des partis de la gauche institutionnelle risque fort de ne pas suffire. D'où le succès grandissant au sein la droite brésilienne d'un personnage plus que douteux comme Bolsonaro. Une situation guère différente de celle qui voit un Trump maintenir ses positions au sein du Parti républicain aux États-Unis, malgré sa défaite à la dernière présidentielle.

Même si Lula avait manifestement les faveurs de la grande bourgeoisie brésilienne et des dirigeants des grandes puissances, son arrivée à la tête du pays ne se fera pas dans le même contexte qu'au début des années 2000. Le monde est entré dans des convulsions qui rendent les politiques de faux-semblants de la gauche institutionnelle non seulement illusoires – elles l'ont toujours été –, mais dangereuses pour le monde du travail.

LA GAUCHE LAISSE LES TRAVAILLEURS DÉSARMÉS

Quant aux travailleurs, ils ont été priés de se taire durant la campagne, sous prétexte d'éviter toute provocation. De fait, ils ont été absents des propositions de Lula. Par refus de donner un quelconque espoir à ses partisans, Lula est même allé jusqu'à expliquer qu'il était personnellement opposé à l'avortement…

Bolsonaro a donc dû laisser la place à son rival Lula. Mais d'un Lula flanqué d'un vice-président de droite, avec des chambres qui, demain, peuvent très bien le destituer comme elles l'ont fait pour l'ancienne ministre de Lula, Dilma Rousseff, qui lui avait succédé à la présidence de 2011 à 2016. D'un Lula qui ne disposera d'aucune marge de manœuvre puisqu'il est hors de question pour lui de mobiliser les travailleurs, si tant est qu'il le puisse tant il les a déçus et trahis. Et dont la présidence, si tant est qu'il y accède, pourrait se terminer dans l'émergence d'un régime féroce contre les travailleurs.

Dans la situation actuelle, lourde est la responsabilité de la gauche qui a remis son sort dans le bon-vouloir de la bourgeoisie brésilienne, dans ses institutions et dans les mains des dirigeants des grandes puissances. Durant la campagne, elle a enjoint les travailleurs de tout miser sur l'élimination de Bolsonaro. Mais la droite et l'extrême droite restent une réalité, l'étroitesse de la marge au second tour est là pour le rappeler à ceux qui se soulagent en regardant qui a gagné. À aucun moment, les travailleurs n'ont été préparés à combattre l'offensive du patronat, à s'organiser pour être à même de faire face à tous ceux qui sont prêts à faire le coup de poing, voire le coup de feu, contre les travailleurs en lutte – et le Brésil n'en manque pas, on en a vu la partie émergée de l'iceberg avec la police des routes empêchant les partisans de Lula d'aller voter, avec les militaires applaudissant les manifestants venus réclamer l'intervention de l'armée.

En laissant les classes populaires sans autre perspective qu'institutionnelle, cette gauche ne prépare pas les travailleurs aux inévitables combats qu'ils devront mener face à une bourgeoisie à l'offensive.

Il reste que le Brésil est un pays fort de traditions ouvrières. La situation actuelle montre que, comme ailleurs, l'émergence d'un regroupement des militants révolutionnaires est urgente. ■

1. *« Dans l'État de Bahia, le chef d'une exploitation agricole a été enregistré en train de dire à d'autres hommes d'affaires de suivre son exemple en ordonnant à ses employées de cacher des téléphones portables dans leur soutien-gorge afin de photographier illégalement leur vote pour M. Bolsonaro. Il a déclaré avoir licencié des travailleurs qui avaient dit vouloir voter pour Lula. »*, explique une enquête de *The Economist* du 29 octobre 2022.

Brésil : l'économie politique de la haine

4 NOVEMBRE 2022
TRISTAN KATZ

Bolsonaro et sa base réactionnaire gagnent sur le plan institutionnel une place décisive. S'il est trop tôt pour parler de « bolsonarisme », comme d'un courant politique stable et ancré, reste à tenir compte du contexte économique de ce pays-continent qui n'a pas réussi à passer du statut d'un pays émergent à celui d'une puissance industrielle pouvant jouer dans la cour des grands. De quoi frustrer une bonne partie de la bourgeoisie brésilienne qui avait trouvé son intérêt à propulser et financer le bolsonarisme. Du moins avant de pencher pour un compromis avec Lula, lors de cette dernière présidentielle, en misant, qui sait, sur une promesse de stabilité sociale.

En attendant, la crise politique révélée par ce résultat électoral – une gauche réformiste fragile adossée aux institutions et une extrême droite musclée – et les prévisions pessimistes du Fonds monétaire international (FMI) à propos de l'inflation et du ralentissement des investissements, annoncent les étapes à venir d'une guerre sociale qui avait déjà commencé sous le mandat de Bolsonaro.

LES FRUSTRATIONS D'UN SECTEUR DE LA BOURGEOISIE

Le Brésil, pays dépendant au sein du système impérialiste, a opté dans le passé pour différentes voies afin de trouver cette place enviable sur le marché mondial que les grandes puissances lui promettaient : exportation de biens agricoles (sucre puis café), tentative d'industrialisation pour sortir du sous-développement dans une courte période des années 1960, une économie sous tutelle militaire (1964-1985), puis une période d'économie « libérale », terme impropre puisque l'État garantissait les investissements stratégiques, et enfin un tournant massif vers un modèle, l'extractivisme, qu'on peut résumer à l'exportation des matières premières, agricoles, minérales et pétrolières.

Ce qui, entre autres, a permis la stabilisation et la consolidation politique de ce courant réactionnaire, c'est la frustration et les déconvenues de secteurs clé de la bourgeoisie : d'abord une stagnation économique prolongée depuis environ 2013, ensuite une désindustrialisation relative, enfin un épuisement du cycle politique des alternances, toutes ces politiques de gauche et de droite ne différant que sur un aspect (le traitement de la pauvreté, avec le jeu du PT d'opposer les plus pauvres aux travailleurs salariés), sans pouvoir tenir les promesses économiques.

Néanmoins le choix des secteurs moteurs de la bourgeoisie brésilienne, en vue d'enrichissement à court terme, de délaisser les secteurs technologiques innovants, sans une politique étatique de développement capitaliste, a produit un double effet. D'abord en faisant exploser le secteur informel tout en fragilisant le prolétariat sans organisations syndicales et politiques pour se défendre : 80 % des entreprises du pays sont dans la catégorie de basse technologie, 60 % du travail est simplifié, non qualifié et précarisé, (en février 2022 presque 25 millions de travailleurs sont auto-entrepreneurs, 12 millions sont au chômage, sur les 99 millions occupés). Ensuite, bien des secteurs patronaux ont connu des difficultés à s'insérer dans le marché mondial. Enfin, cette désindustrialisation forcée résulte bien entendu des rapports de force inégaux avec les pays impérialistes. D'où cette propension à piller l'Amazonie pour des profits à court terme, à domestiquer la force de travail et à mettre en avant cette violence assumée des rapports sociaux.

L'AMORCE D'UNE GUERRE DE CLASSE

Avec une augmentation de la déforestation de 70 %, plus de 700 000 victimes de la pandémie laissées délibérément sans soins, une polarisation sociale accrue (10 % des plus riches possèdent près de 60 % des richesses, à l'écrasante majorité blancs dans un pays qui ne l'est pas), plus de 31 millions de Brésiliens qui ont faim, un tel bilan ne devrait pas permettre une telle progression électorale de Bolsonaro (plus six millions de voix entre le premier et le second tour). Mais son camp y a mis les moyens politiques. Le militantisme de terrain des évangélistes a su encadrer les peurs sociales, le financement privé de la campagne aussi. Comme le signale *The Economist* du 29 octobre 2022, plus de 80 % des financements privés de la campagne politique sont allés à Bolsonaro, permettant la mise en place d'un rouleau compresseur sur les réseaux sociaux mais aussi sur le terrain. L'ensemble des formations politiques présentes au premier tour se sont tournées vers ce Trump tropical, car il ménageait un clientélisme envers les pauvres ▸▸

– prouvant que la gauche n'en avait pas le monopole – et un clientélisme régional permettant, avec un budget présidentiel tenu secret, d'arroser des projets d'équipements et d'infrastructures pour les plus dociles.

Bolsonaro a préparé cette configuration en amont dès le début de son mandat. Il a su, au-delà de ses frasques et stupidités, amorcer une guerre de classe au bénéfice des siens avec une certaine efficacité qui lui vaut du crédit auprès de secteurs intermédiaires de la bourgeoisie, de l'appareil militaire (qui est une véritable caste sociale avec son droit de contrôle partiel des ressources de l'Amazonie), des secteurs stratégiques de l'exportation agricole. Cela était visible dès les résultats des élections municipales de 2020, avec la progression de diverses coalitions d'extrême droite. Il a permis à ses commanditaires de lutter contre la concurrence des autres puissances commerciales et de s'aménager une meilleure place sur le marché mondial agraire.

LA FUITE EN AVANT

La lutte des classes au Brésil est aujourd'hui menée par des secteurs de la bourgeoisie acculés sur le marché mondial, qui, d'un côté, entraînent une partie de la petite bourgeoisie en quête d'ordre, affolée par son déclassement à venir, et qui, de l'autre, tient sous tutelle des secteurs parmi les plus pauvres (les budgets des États fédéraux où les partisans de Bolsonaro détiennent la majorité serviront à cela). Et les gagnants de la politique de Bolsonaro sont finalement suffisamment nombreux pour militer pour le maintien de cette orientation, d'autant que la coalition de Lula ne propose pas de changements majeurs. Cette extrême droite est forte des renoncements de la gauche au pouvoir, mais elle possède aussi une base sociale qui n'est pas un phénomène passager, au-delà du destin personnel de Bolsonaro. La différence avec les fascismes des années 1930, est qu'elle ne vise pas à annihiler le mouvement ouvrier (jusqu'à présent !), elle s'appuie sur une bourgeoisie dépendante broyée par la mondialisation, tout en profitant d'une absence du mouvement ouvrier sur le plan politique. Une force différente dans sa forme, mais qui est tout aussi dangereuse pour tous les exploités et les opprimés du Brésil. Ce pays a été un temps le laboratoire de la gauche : la création du Parti des travailleurs qui affichait la promesse d'une indépendance de classe, un syndicalisme indépendant de l'État, l'expérience du municipalisme horizontal avec la gestion par la gauche de la gauche de Porto Alegre, les luttes sociales des sans-terre, des sans-toits. Le bilan est sévère pour toutes ces expériences qui ne sortaient pas du champ de la « gauche du possible ». Mais qui disait *« soyons réalistes, exigeons l'impossible »* ? Au prolétariat de jouer sa partie… ■

Retour sur les années Lula

4 NOVEMBRE 2022 – ANNE HANSEN

Pour comprendre la popularité dont bénéficie Lula dans les milieux populaires, mais aussi ce qui avait permis l'ascension du démagogue d'extrême droite, Bolsonaro, président sortant battu de justesse, il est bon de faire un petit rappel des années de la première présidence de Luiz Inácio Lula da Silva, que tout le monde appelle familièrement Lula.

▲ **Lula en 1979**

UN LEADER DES GRÈVES DEVENU PRÉSIDENT

Lula, ouvrier dans l'industrie automobile de la région de São Paulo, fut le leader charismatique des luttes ouvrières qui ont ébranlé la dictature à la fin des années 1970. L'inflation galopante de cette période et la dette du pays au nom de laquelle le FMI avait imposé une politique d'austérité, avaient abouti à des vagues de grèves monstres en 1978 puis en 1984. Au cœur industriel du Brésil – la région ABC, la zone industrielle de São Paulo – des centaines de milliers de travailleurs avaient balayé les syndicats imposés par la dictature. C'est dans ce contexte qu'est né le PT (Parti des travailleurs), dirigé par des syndicalistes combatifs, dont Lula, des intellectuels de gauche, des catholiques progressistes, et qui a entraîné toute une base militante nouvelle mais aussi beaucoup d'organisations de gauche, dont le Parti communiste brésilien (très faible, réprimé pendant la dictature), le mouvement catholique progressiste, les organisations trotskistes et les associations de paysans sans terre.

Face aux plans d'austérité, privatisations et scandales de corruption qui ont marqué le Brésil des années 1980 et 1990, le PT va gagner des élections locales, des mairies de grandes villes comme Porto Alegre ou São Paulo, faire élire des députés, etc. Il s'y est modifié : du parti de 1982 qui présentait des ouvriers aux élections, il va devenir un parti de notables, avec une politique réformiste assumée, brimant ou expulsant des militants révolutionnaires ou simplement trop « lutte de classe ». Quand, à la tête du PT, Lula finit par gagner l'élection présidentielle en 2002, c'est avec une image rassurante pour la bourgeoisie, affichant l'objectif de gouverner pour tous, riches et pauvres, avec un slogan qu'il reprend aujourd'hui « Lulinha Paz e Amor » (Petit Lula paix et amour). Mais Lula, homme issu des masses pauvres du Nordeste, syndicaliste, ayant fait de la prison sous la dictature, a soulevé un immense espoir et garde encore aujourd'hui un peu de cette aura.

LE PT AU POUVOIR ET LES DÉCEPTIONS

Jamais le Brésil, ou plutôt sa bourgeoisie, en ces années 2000, n'a été aussi prospère ! À tel point qu'à la fin de ses deux mandats, Lula était la coqueluche de la Banque mondiale, du FMI et de tous les dirigeants du monde, élu homme de l'année à Davos en 2010. Le Brésil avait un taux de croissance de 7 %. Les années Lula ont été marquées par un contexte économique favorable au niveau mondial, des fortunes ont été bâties dans l'agrobusiness, le BTP, des centaines de milliards ont été investis dans les forages pétroliers. La bourgeoisie brésilienne, qui voulait faire ses valises en 2002 et traitait Lula de « crapaud barbu », a été très vite rassurée et même enchantée !

▲ **Lula, Chirac, Clinton en 2006**

Il faut dire que, dès le départ, Lula s'était entouré de ministres sociaux-démocrates ou de partis bourgeois comme le PMDB (Partido do Movimento Democrático Brasileiro, devenu MDB en 2017, dont la candidate Simone Tebet, arrivée troisième au premier tour de 2022 l'a soutenu au second et pourrait avoir un poste de ministre).

Son tour de force a été à la fois de ne mettre aucun frein au capital financier, de rembourser la dette au FMI et même de se payer le luxe de lui prêter six milliards de dollars ! Il n'a jamais remis en cause les privatisations des années précédentes, a arrosé de milliards le patronat de l'agrobusiness, n'a mis quasiment aucun frein à la déforestation (si frein il y a eu, ce fut surtout grâce à l'acharnement d'associations militantes). Quant à la réforme agraire que réclamaient des centaines de milliers de paysans sans terre combattant à mort pour occuper des lopins et survivre, elle n'a jamais eu lieu : la promesse d'établir 500 000 paysans pauvres a accouché d'une souris, Lula a placé moins de familles que son prédécesseur Fernando Henrique Cardoso, pas même un tiers de ce qu'il avait promis.

De plus, il a engagé des réformes contre les retraites des fonctionnaires fédéraux, considérées trop élevées. Il a réformé le Code du travail en faveur des patrons et bloqué les salaires des travailleurs les mieux payés du Brésil, allant des ouvriers qualifiés des grandes entreprises aux fonctionnaires : si le but affiché était de « réduire les inégalités » salariales (des travailleurs qualifiés pouvaient gagner dix fois le smic qui était misérable) en augmentant le smic dans le même temps (il a été multiplié par trois en sept ans), le fait est que des millions de travailleurs se sont retrouvés avec de ▸▸

▲ Dilma Rousseff succède à Lula en 2011

plus petits revenus. Les grands groupes ont pratiqué l'austérité salariale avec l'aide de la centrale syndicale liée au PT, la CUT (Central Única dos Trabalhadores – Centrale unique des travailleurs) qui prenait ses ordres au gouvernement et dont le dirigeant, Luiz Marinho, a été ministre du Travail de Lula. Résultat : les inégalités entre le patronat, qui a bénéficié d'aides et exonérations d'impôts, et les revenus du monde du travail n'ont jamais été aussi énormes.

Malgré tout, les classes populaires ont vécu un mieux ces années-là. Il y avait une sorte de plein emploi (mais toujours beaucoup d'emplois informels), le travail des enfants avait un peu reculé alors qu'il augmente à nouveau aujourd'hui.

Lula avait promis d'éradiquer la faim au Brésil (programme *Fome Zero* – faim zéro) et a instauré en 2007 des allocations aux familles les plus pauvres, la *Bolsa Familia* (bourse familiale) – une trentaine d'euros –, conditionnées à l'envoi des enfants à l'école. C'était peu mais a permis à des millions de travailleurs pauvres, notamment dans la région du Nordeste, de manger à leur faim. Il a aussi instauré des retraites minimum pour tous, y compris pour les petits paysans qui n'avaient jamais cotisé à rien. La *Bolsa familia*, par exemple, coûtait de 8 à 12 milliards de dollars à l'État, donc peu au regard des centaines de milliards qui servaient à financer les patrons, l'industrie pétrolière ou à payer l'intérêt de la dette. Son programme de logement populaire, « Minha Casa, Minha Vida », en 2009, est resté lui aussi limité (cinq millions de logements alors qu'aujourd'hui on dénombre onze millions de personnes qui vivent dans les favelas…). Si bien qu'à la fin de son premier mandat, 36 % du budget allait au service de la dette au profit des financiers internationaux, 5 % pour la santé et 3 % pour l'éducation.

Le système Lula, qui a acheté la paix sociale à moindre coût tout en brimant la combativité des classes populaires, n'a pas armé la population contre la rapacité d'une bourgeoisie brésilienne dont l'enrichissement tapageur, le mépris social et le racisme sont une marque de fabrique. Les responsables du PT ont eux aussi baigné dans le système de corruption politique qui sévissait au Brésil depuis bien longtemps. Ce qui a permis à la population de vivre légèrement mieux, c'est surtout la croissance économique dont le « cercle vertueux » a pris fin en 2013-2014.

L'USURE DU RÉGIME

À partir de là, sous le gouvernement de Dilma Rousseff, présidente du PT qui a succédé à Lula, les choses n'ont fait qu'empirer, avec des restrictions dans les budgets des services publics, des suppressions de postes, une privatisation croissante du système de santé. Dans le même temps, les milliards coulaient pour l'organisation du mondial de foot de 2014 (11 milliards) puis pour les Jeux olympiques de 2016. Dilma Rousseff a fait débarquer la police anti-gangs dans les favelas de Rio pour « pacifier » la zone avant les JO (sous Bolsonaro ces gangs ont été remplacés par des milices du régime tout aussi violentes). 250 000 personnes ont été expulsées de certaines favelas pour faire de nouveaux quartiers plus présentables dont n'ont pas bénéficié les plus pauvres. Les mouvements de contestation et de grèves ont été nombreux, notamment un grand mouvement contre l'augmentation du prix du ticket de bus en 2013. Rien d'étonnant à ce que la destitution en 2016 de Dilma Rousseff, victime de la cabale anti-PT menée par la droite à l'occasion d'une opération dite « mains propres » n'ait pas soulevé les foules populaires.

Cela a été l'occasion d'une montée en puissance de tous les tenants de la droite qui ont mené une campagne anti-PT, contre le « communisme ». La jeunesse d'extrême droite a défilé et celui qui n'était alors qu'un député inconnu, Jair Bolsonaro, s'est fait remarquer pour la première fois en dédiant son vote pour la destitution de Dilma au militaire qui avait torturé celle-ci sous la dictature. Bolsonaro remporte la présidentielle de 2018 et est investi en janvier 2019.

Aujourd'hui, le balancier électoral vient de pencher à nouveau en faveur de Lula. Mais l'extrême droite brésilienne est toujours là. Les déceptions soulevées par la première présidence de Lula ont favorisé sa renaissance, trente ans après la chute de la dictature. ■

Italie

L'extrême droite au gouvernement

2 NOVEMBRE 2022
THIERRY FLAMAND

En Italie, la coalition entre la droite et l'extrême droite a remporté les élections du 25 septembre avec 44 % des voix et obtenu la majorité absolue des sièges, tant à la Chambre des députés (237 sur 400) qu'au Sénat (112 sur 200). Au sein de cette coalition, c'est Fratelli d'Italia, un parti post-fasciste issu du MSI formé après la guerre par des partisans de Mussolini, qui est arrivé en tête avec 26,1 % des voix. Et sa dirigeante, Giorgia Meloni, a été nommée à la tête du nouveau gouvernement.

Même si Meloni dit que désormais, le fascisme appartient à l'histoire, elle tient à montrer qu'elle n'a pas rompu complètement avec ce passé. Elle se dit *« orgueilleuse de la flamme tricolore »*, emblème fasciste qu'elle a voulu conserver sur ses affiches. Comment un tel parti a-t-il pu passer de 4,3 % des voix aux élections de 2018 à 26,1 %, en multipliant son nombre de voix par cinq ? Avant tout grâce à un changement des rapports de force au sein même de la coalition de la droite et de l'extrême droite, en faveur de Fratelli d'Italia et au détriment de ses alliés, et rivaux. Par rapport aux élections de 2018, la Lega, de Mario Salvini, passe de 17,4 % à 8,7 %, tandis que Forza Italia, le parti de Berlusconi, passe de 14,4 % à 8,1 %. Fratelli d'Italia a bénéficié d'être resté dans l'opposition alors que les autres partis, de la Lega jusqu'au Parti démocrate, en passant par le Mouvement 5 étoiles, ont tous participé au gouvernement de « grande coalition » formé par Mario Draghi, l'ex-dirigeant de la Banque centrale européenne.

Si l'on compare le total des voix obtenues par la droite et l'extrême droite en 2018 (12 137 557) au nombre de suffrages obtenus en 2022 (12 299 648), on remarque une grande stabilité. Plus qu'un virage à droite de l'électorat, il s'agit bien d'un déplacement de voix à l'intérieur de l'alliance Fratelli d'Italia-Lega-Forza Italia.

DU CÔTÉ DU CENTRE GAUCHE

L'alliance formée autour du Parti démocrate a recueilli 26,1 %, ce qui représente 7 337 624 voix, contre 7 480 806 en 2018, et obtient 68 députés. Tandis que ce qu'on appelle « le troisième pôle », un regroupement au centre formé par des transfuges du PD a eu 7,8 % des suffrages.

LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES

Il a obtenu 15,4 % des voix, contre 32,7 % en 2018, et perdu plus de six millions de voix, même s'il a en partie enrayé sa chute dans le sud du pays et arrive encore en tête en Campanie (région de Naples) avec plus de 40 %, et en seconde place dans les autres régions du Mezzogiorno. Le Mouvement 5 étoiles qui, à ses débuts, se présentait comme un mouvement anti-système dont le slogan était « Tutti a casa ! » pour dire qu'il se proposait de renvoyer tous les politiciens « à la maison », paye sa participation au gouvernement Draghi, avec les partis et les politiciens tant décriés. Si le Mouvement 5 étoiles était arrivé en tête des élections en 2018, et s'il conserve encore une partie de son ▸▸

> « AVANT TOUT UN CHANGEMENT DES RAPPORTS DE FORCE AU SEIN MÊME DE LA COALITION DE LA DROITE ET DE L'EXTRÊME DROITE »

électorat dans le Sud (où la pauvreté est plus grande), c'est parce qu'il est le principal défenseur du revenu de citoyenneté[1], que la droite veut supprimer.

À GAUCHE DU CENTRE GAUCHE

L'Union populaire, formée essentiellement par le Parti de la refondation communiste et Potere al Popolo, et dirigée par l'ancien maire de Naples, Luigi de Magistris[2], n'a pas gagné son pari d'entrer au parlement. Malgré le soutien de Mélenchon et de Pablo Iglesias, qui ont fait le déplacement en Italie, elle n'a obtenu que 1,4 % des voix (401 836 voix). On est habitué en Italie à voir surgir ce genre de regroupement de la gauche (plus ou moins) « radicale » le temps d'une élection.

Un fait marquant de ces élections a été le nombré élevé des abstentions, 36 % contre 27 % en 2018, soit six millions d'abstentions supplémentaires, provenant essentiellement des déçus du Mouvement 5 étoiles.

S'il y a une droitisation du Parlement italien, on ne peut pas parler de droitisation (et encore moins de fascisation) de l'électorat, et en particulier des couches populaires, qui ont plutôt montré par l'abstention leur rejet du jeu politique et des gouvernements qui se succèdent en moyenne tous les 18 mois depuis vingt ans pour mener toujours les mêmes attaques contre les travailleurs et les plus démunis. ■

1. Instauré, en 2019, à l'initiative du Mouvement 5 étoiles, qui disait vouloir « éliminer la pauvreté », ce revenu est perçu par 3,8 millions de personnes, sur près de 6 millions considérées en « pauvreté absolue ». Chacun des bénéficiaires touche en moyenne 577 euros par mois.

2. De Magistris, ex-magistrat, a commencé sa carrière politique au sein de l'Italia dei Valori (« l'Italie des valeurs ») un parti « libéral », formé par l'ancien juge anti-corruption Di Pietro.

Le programme réactionnaire de cette extrême droite

Dans le « code éthique » de Fratelli d'Italia, il est écrit que *« les inscrits choisissent d'adhérer à Fratelli d'Italia pour promouvoir la diffusion de l'identité nationale et la valeur de la patrie* […] *pour promouvoir la croissance et la représentation du parti dans les structures démocratiques de la Nation ».*

Dans sa brochure-programme pour les élections, le premier des 25 points concerne le *« soutien à la famille et à la natalité »,* il y est question de l'augmentation des allocations familiales, et de mesures pour aider les couples qui veulent avoir des enfants. Ce que Fratelli d'Italia appelle « le droit au non-avortement ».

FdI dit n'avoir aucune intention de remettre en cause le droit à l'avortement, mais demande la stricte application de la loi actuelle sur l'interruption volontaire de grossesse, en particulier concernant la « prévention »… Cette loi prévoit : l'examen de solutions possibles pour éviter l'IVG et l'« invitation » à suspendre sa décision, sauf en cas d'urgence, pendant un délai de réflexion de sept jours, au cours de premiers 90 jours de grossesse. En fait, sans même interdire formellement l'IVG, on peut rendre son application très compliquée, voire humiliante pour les femmes. D'autant plus qu'en Italie, beaucoup de médecins refusent de pratiquer l'avortement.

SUR LE REVENU DE CITOYENNETÉ

Fratelli d'Italia propose de le supprimer, sauf pour les plus de 60 ans, les familles nombreuses et les personnes ayant à charge des handicapés. Les autres (un peu moins de la moitié des trois millions d'allocataires) devraient accepter n'importe quel travail, sous peine de radiation, ou accepter de suivre une formation.

SUR LE SOUVERAINISME

FdI s'est démarqué de la Lega de Salvini, par des déclarations moins souverainistes. Ils revendiquent une Italie indépendante, mais au sein de l'Union européenne, et demandent une renégociation des « Fonds européens de soutien » (alloués suite au Covid) dont l'Italie, avec l'Espagne, est la principale bénéficiaire, en disant qu'ils veulent pouvoir décider de leur attribution.

CONCERNANT L'IMMIGRATION

Bien qu'elle ne figure qu'à la 21e place, sur les 25 du programme, même si Fratelli d'Italia n'en a pas le monopole, son discours est bien sûr très anti-migrants : *« L'immigration illégale menace la sécurité et la qualité de vie des citoyens. Nos villes sont dégradées et invivables. Les périphéries et des centres historiques sont le théâtre d'occupations abusives, et violences.* »

Sur son programme, on peut lire : *« Défense des frontières nationales et européennes comme prévu dans le traité de Schengen, avec le contrôle des frontières et le blocage des débarquements pour arrêter, en accord avec les autorités d'Afrique du Nord, la traite des êtres humains, création de hot-spot dans les territoires extra-européens, sous la gestion de l'UE, pour examiner les demandes d'asile et la répartition égalitaire, des seuls ayant-droits, dans les 27 pays membres* […] *Accord entre l'UE et les pays tiers pour la gestion des rapatriements des clandestins et irréguliers, en subordonnant les accords de coopération avec la disponibilité de rapatriement dans les États de provenance. Opposition à l'activité des ONG qui favorisent l'immigration clandestine. »*

Si l'on ne peut pas parler de « fascisme », on a affaire au programme d'une extrême droite réactionnaire, mais qui par bien des côtés se situe moins en rupture que dans la continuité des mesures des gouvernements précédents. Même s'il ne s'agit pas de sous-estimer la menace de l'arrivée au pouvoir et du renforcement de l'extrême droite, et les nouvelles attaques auxquelles la classe ouvrière doit se préparer pour les combattre.

Royaume-Uni

Tories or not Tories, la vraie question c'est la grève !

5 NOVEMBRE 2022 – MAURICE SPIRZ

Rien ne va plus dans les sommets de la bourgeoisie britannique, plus divisée que jamais sur l'avenir du Royaume-Uni post-Brexit. Le passage éclair de Liz Truss à la tête du gouvernement n'en est que l'un des symptômes. La presse a beaucoup mis en avant l'« incompétence » supposée de cette dernière (reproche souvent réservé aux femmes !), mais l'enjeu est plutôt de savoir quelle fraction de la bourgeoisie, et du monde de la finance en particulier, sera favorisée. Une division déjà présente lors de la campagne du Brexit et qui se poursuit aujourd'hui[1].

Après l'éviction de Boris Johnson, rattrapé par ses casseroles, Liz Truss a été choisie par les conservateurs sur la base d'une campagne particulièrement droitière, se présentant comme la nouvelle « Dame de fer », en référence à Margaret Thatcher. Elle aura finalement plié bien vite, en 45 jours à peine, dont 10 de deuil national ! En cause, son projet de budget, présenté le 23 septembre, qui prévoyait la plus forte baisse d'impôt depuis 1972, uniquement en faveur des plus riches : baisse de la taxation des hauts revenus, suppression du plafonnement des bonus des banquiers, annulation de la hausse de l'impôt sur les sociétés de 19 % à 25 % prévue par son prédécesseur, etc.

Ce « Big Bang 2.0 »[2] était censé relancer la croissance, au nom du « ruissellement ». Manque de chance, les financiers y ont surtout vu un projet « non financé », qui allait creuser le déficit public, provoquant une ▸▸

fuite des capitaux et un effondrement de la livre sterling. Il a fallu l'intervention massive de la Banque d'Angleterre, arrosant la finance de 65 milliards de livres (74 milliards d'euros), pour calmer les marchés. Liz Truss a dû remballer son projet, limogeant au passage son ministre des Finances, Kwasi Kwarteng, avant de prendre elle-même la porte.

Si ce projet budgétaire a été mal perçu par les fonds de pension et gestionnaires d'actifs traditionnels, ce n'est cependant pas le cas d'une autre partie du monde de la finance, celle des fonds spéculatifs (*hedge funds*), que les aléas boursiers ne dérangent pas (la chute des cours permettant au contraire une razzia sur les titres financiers et de meilleurs rendements). Cette fraction de la bourgeoisie est celle qui avait soutenu le Brexit et financé massivement sa campagne, justement pour imposer ces baisses d'impôts drastiques et faire de Londres un paradis fiscal, une « Singapour-sur-Tamise ». C'est avec certains de ces financiers que Kwasi Kwarteng est allé boire le champagne le soir de l'annonce de son projet de budget, comme l'a rapporté la presse britannique.

> « LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS ATTENDU UN CHANGEMENT ÉLECTORAL OU DE MINISTÈRE : ILS ONT ENTAMÉ LA LUTTE DÈS CET ÉTÉ, AVEC UNE MULTIPLICATION DES GRÈVES POUR LES SALAIRES. »

LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ

Loin de marquer le changement, le nouveau Premier ministre, Rishi Sunak, nommé fin octobre, est issu du même milieu : ancien gérant d'un *hedge fund*, avec une fortune personnelle de 730 millions de livres (834 millions d'euros) et *brexiter* convaincu. Autant dire que la politique en faveur du patronat n'est pas près de s'arrêter, mais en y ajoutant cette fois austérité et coupes budgétaires pour les classes populaires, ce que la bourgeoisie appelle un budget « financé » ! Pour ce nouveau budget, qui sera présenté le 17 novembre, Sunak a déjà annoncé des « mesures difficiles » et une réduction du déficit de 50 milliards de livres.

La classe ouvrière britannique fait donc face à une nouvelle offensive de la bourgeoisie, alors même que la situation sociale est déjà catastrophique. L'inflation dépasse 10 %, avec une envolée des prix de l'essence, des logements, mais aussi de la nourriture. Le nombre d' expulsions de logement s'est envolé, de même que le nombre de recours aux banques alimentaires, touchant maintenant des salariés à temps plein, dont le salaire ne permet plus de vivre.

Les travaillistes voudraient surfer sur le chaos dans les rangs conservateurs pour prendre leur place. Mais les dirigeants du Labour n'ont rien d'autre à proposer que de nouvelles élections, pour lesquelles ils sont donnés gagnants. Leur dirigeant Keir Starmer, promet simplement le retour de la *« stabilité »* et de *« la gestion saine des finances publiques »*. Autrement dit, rien de très différent de ce qu'envisage le gouvernement actuel !

Heureusement les travailleurs n'ont pas attendu un changement électoral ou de ministère : ils ont entamé la lutte dès cet été, avec une multiplication des grèves pour les salaires. Celles-ci ont commencé dans les transports, mais se sont étendues ensuite à d'autres secteurs : les ports, la poste, la santé, etc. De nouvelles journées de grève sont prévues en novembre et décembre. Mais il reste à dépasser le calendrier imposé par les directions syndicales, avec des journées « saute-mouton » secteur par secteur, voire service par service au sein d'une même entreprise, comme à la Royal Mail. Souhaitons que les travailleurs britanniques soient de plus en plus nombreux au fil des grèves à vouloir s'organiser par eux-mêmes pour une vraie grève… et que leur détermination traverse la Manche ! ■

À lire également sur notre site :
Des deux côtés de la Manche, la force des travailleurs, c'est la grève !
(Article du 19 octobre 2022)

////////////////////////

1. À ce propos, lire *La finance autoritaire : vers la fin du néolibéralisme*, de Marlène Benquet et Théo Bourgeron, édition Raisons d'agir.

2. En référence au Big Bang de Thatcher, qui avait imposé une dérégulation brutale des marchés financiers.

Congrès du NPA

Pour continuer ensemble, pour un NPA révolutionnaire large

Les débats du cinquième congrès du NPA, qui se tiendra les 9, 10 et 11 décembre, commencent. Ci-dessous, le point de vue des militants de la Fraction l'Étincelle et du courant « Anticapitalisme et révolution » (A&R) qui y présentent une plateforme en commun, avec d'autres camarades, comme le texte le précise.

Curieux choix de l'actuelle majorité de la direction du NPA qui est à l'initiative de la plateforme B, que d'annoncer d'avance que le prochain congrès de notre organisation acterait la séparation d'avec la moitié de ses forces vives. Philippe Poutou a confirmé le souhait de séparation lors d'une intervention à la récente fête de Bordeaux – anticipant sur l'issue du congrès. Curieux choix aussi d'annoncer cette séparation au nom de l'« unité ». Séparons-nous… unitairement ! Mais le paradoxe n'est qu'apparent. L'actuelle équipe dirigeante du NPA défend la perspective d'un « parti large » par alliance et/ou regroupement du côté des marges de la galaxie Nupes. Il y aurait matière à émergence d'une nouvelle gauche – dite « de combat ». Voilà pour le volet politique. Et la cassure du NPA, pourquoi ? Parce que ladite perspective n'étant pas franchement majoritaire dans le parti, et la direction ne se sentant guère en mesure de résoudre la question par la conviction, envisage de la régler par l'éviction d'une partie de celles et ceux qui ne sont pas d'accord. C'est le volet « séparation ». Deux volets d'une même pièce auxquels notre « plateforme C » s'oppose – initiée par des camarades de deux courants organisés du NPA, A&R et la Fraction l'Étincelle. Démocratie révolutionnaire (DR) la soutient et Socialisme ou Barbarie (SoB) appelle à voter pour. D'autres camarades, n'appartenant à aucun courant organisé et/ou provenant d'autres courants, en sont également signataires. Nous ne voulons pas d'un congrès qui esquive les débats programmatiques et stratégiques en faisant le procès des courants/fractions. Les enjeux du prochain congrès dépassent ces clivages. L'urgence, c'est de ›› mettre au centre le brassage des expériences, des

débats entre les secteurs, les fédérations, les comités, les commissions, entre tous les militants du NPA.

LE NPA N'EST PAS SOLUBLE DANS LA GAUCHE

Le NPA est un petit parti, mais néanmoins marquant, avec Lutte ouvrière, d'une extrême gauche qui a une certaine audience en France. Notre plateforme C milite pour un NPA qui se maintienne comme pôle révolutionnaire, clairement démarqué de la gauche, parti militant organisant et représentant les intérêts des exploités et opprimés. Le prolétariat – au sens large, englobant toutes celles et ceux dont la vente de la force de travail est le seul moyen de vivre ou survivre – doit faire face à un monde de rapaces capitalistes défendus par Macron et son gouvernement, comme par des partis de droite et d'extrême droite aux franges fascisantes.

La gauche française aujourd'hui est loin d'incarner une quelconque volonté de rupture. Il s'agit plutôt du recentrage d'un Mélenchon, qui a parfois su jouer avec des formules radicales pour désormais se présenter en chef de file d'une future gauche de gouvernement. La campagne menée avec le PS, le PCF et les Verts, dont des ministres de Hollande, sous le slogan *« Mélenchon Premier ministre »*, a eu le mérite d'une certaine clarté de ce point de vue. Cette percée électorale de la FI et le rééquilibrage à son profit réalisé au sein de la « gauche » institutionnelle ne changent pas notre objectif fondamental qui est de construire des organisations indépendantes de la bourgeoisie, mais aussi de toutes les nuances de la « gauche institutionnelle », dont la FI. Nous pensons que la situation le permet. Préserver notre indépendance de classe politique et organisationnelle ne veut pas dire cultiver notre isolement, c'est même tout le contraire : c'est « marcher séparément, mais frapper ensemble ». « Frapper ensemble » sur toutes les questions qui permettent à notre camp de se mettre en mouvement, mais « marcher séparément » car il faut développer nos perspectives révolutionnaires qui sont à l'opposé des impasses institutionnelles portées par la Nupes et la FI. Mener cette politique, c'est le meilleur moyen de s'adresser aux militantes et militants de la gauche institutionnelle.

L'enjeu politique de ce congrès est de pousser la discussion sur les tâches et perspectives tangibles de l'extrême gauche, sur les moyens de construction d'un parti révolutionnaire militant. Il est urgent d'aller vers un parti révolutionnaire plus implanté, plus étendu, plus important… en un mot plus « large », capable de s'adresser et de regrouper la nouvelle génération militante. Un tel parti est palpable si nous y mettons l'ambition et les efforts. Comment ? Par regroupement de celles et ceux qui, dans les classes populaires, résistent à l'exploitation, mais aussi aux oppressions qui en découlent – de race, genre ou orientation sexuelle – comme aux dégâts infligés à la planète. Car il existe un vaste milieu, récemment arrivé à la politique, qui s'insurge contre ces inégalités, injustices et agressions contre les hommes et la nature sécrétées par le système capitaliste. Qui résiste aussi au fatras réactionnaire, sexiste, raciste et anti-immigrés, voire fasciste, appuyé par le chœur des obscurantismes religieux. Un parti révolutionnaire militant, c'est aussi le drapeau d'idées politiques émancipatrices du prolétariat, dont l'internationalisme.

OUI, UN « PARTI LARGE »… ET RÉVOLUTIONNAIRE !

Militer pour la révolution communiste mondiale nécessite certainement des convictions bien accrochées (arrimées à la théorie marxiste comme aux luttes des générations passées). Les situations ne sont pas faciles et les groupes révolutionnaires sont petits. Sont-ils pour autant « identitaires », « sectaires » et « non unitaires » (ce que la direction actuelle du NPA reproche aux courants qui présentent la plateforme C) ? Le fait que Philippe Poutou ait recueilli 0,77 % des voix aux présidentielles de 2022 signifie-t-il que nous serions plus coupés des masses que la Nupes et aurions besoin de nous atteler à un char électoral plus gros ? Mélenchon a arraché un succès au premier tour de la présidentielle, mais les mêmes qui ont ainsi « voté utile » contre Macron et Le Pen, n'ont pas réédité leur geste à la législative qui a suivi, en faveur de la nouvelle mouture d'union de la gauche. Cette Nupes ne les a pas emballés !

Oui il existe un milieu attentif aux joutes parlementaires et aux motions de censure contre le gouvernement Macron. Ce milieu se trouve souvent dans les appareils syndicaux et associatifs. La masse du monde du travail et de la jeunesse, ceux et celles qui luttent de manière encore trop éparse mais néanmoins bien réelle, se posent plutôt les problèmes des salaires, du chômage et de la précarité. Nous pouvons nous adresser aux premiers, mais surtout très « largement » aux seconds. Nous aurons besoin pour cela d'exprimer fermement nos propres convictions et de nous muscler un peu plus.

PAS SEULEMENT UN SELFIE AVEC POUTOU, MAIS UN PARTI !

Nous constatons toutes et tous la politisation qui, depuis quelques années, gagne une partie de la jeunesse, prolétaire ou scolarisée. Toutes et tous avons entendu ces manifestants qui criaient « Anticapitaliste » ou « Révolution », dans des cortèges, depuis la lutte contre la loi Travail et le mouvement des Gilets jaunes. Toutes et tous avons été témoins de la présence des jeunes dans les meetings de campagne de Philippe Poutou. Le NPA, tel qu'il est, n'a d'ailleurs pas été un obstacle pour ces jeunes et encore moins pour qu'ils rejoignent le secteur jeunes du NPA.

Le texte de la plateforme B affirme lui-même que Philippe Poutou trouve un très large écho, bien au-delà de son piètre score électoral… et qu'une partie de ce milieu, même quand il a voté pour Mélenchon, compte sur Philippe Poutou pour gagner vraiment, dans la rue. C'est indéniable. Un certain samedi 8 octobre, deux réunions se sont tenues à Saint-Denis : l'une à la Bourse du travail, une réunion appelée par les huit députés de la FI (qui a arraché tous les sièges du département), a réuni au mieux 80 personnes – salle bien vide ; l'autre à l'université de Paris 8, organisée par le secteur jeunes du NPA, qui a réuni 250 personnes – salle bien pleine ! Nos effectifs en progression soulignent nos opportunités : en six mois de l'année 2022, le parti a grossi d'un quart supplémentaire par l'apport de jeunes attirés par les accents révolutionnaires de la campagne, l'expression indépendante des révolutionnaires vis-à-vis de la FI. Les efforts militants ont d'ailleurs permis de regrouper ces jeunes au sein du NPA, dans son secteur jeunes démontrant ainsi que le NPA est bien vivant – on n'en est pas à l'afflux spontané.

La nécessité d'un parti affichant clairement son programme et sa stratégie révolutionnaire est un enjeu du prochain congrès, à l'opposé d'une gauche qui n'aspire qu'à gouverner la société bourgeoise telle quelle est. Cette nécessité est à mettre en lien avec une situation internationale où l'urgence révolutionnaire est palpable pour une nouvelle génération, y compris dans le milieu syndical jeune et combatif, génération au sein de laquelle nous pouvons et devons recruter et former les quelques milliers de militants qui nous feront franchir le cap d'un véritable parti. Sans omettre d'avoir une politique unitaire en direction des autres courants révolutionnaires. Sans omettre non plus d'utiliser cette situation pour influencer celles et ceux que la gauche avait découragés de tout espoir en un changement social et politique radical. Frapper ensemble dès que c'est nécessaire, mais marcher séparément – c'est-à-dire s'affirmer, se distinguer, se différencier des courants de la gauche institutionnelle. Ce que le NPA a fait en présentant son propre candidat à la présidentielle, mais pour commettre ensuite la faute de disparaître en appelant à soutenir la Nupes (sauf rares exceptions) aux législatives.

UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE, CE N'EST PAS UNE MACHINE ÉLECTORALE

Des décennies de trahisons sociales-démocrates et staliniennes ont fait passer la vie parlementaire bourgeoise pour la vie politique, les élections pour des « débouchés politiques ». Pour la bourgeoisie certainement, jusqu'à ce qu'elle préfère, contre les classes populaires, les coups d'État et les régimes autoritaires. Et les révolutionnaires en ont subi le contrecoup, en surestimant parfois la signification de leurs reculs électoraux et en cherchant à atteler leur char à des réformistes aux meilleures performances (de LO aux municipales de 2008 au NPA aux législatives de 2022 – excusez l'amalgame !).

Mais faire de la politique, pour le prolétariat, et construire un parti révolutionnaire pour des militants communistes, c'est privilégier un tout autre terrain : celui de l'organisation sur des bases de classe, pour les luttes et toutes les luttes, sociales revendicatives comme politiques. Avec en vue, à la faveur de situations révolutionnaires, la mise en place d'organes de pouvoir qui deviendront le pouvoir réel et renverseront celui de la bourgeoisie. Il s'agit surtout de ne pas confondre le parti révolutionnaire militant – dont nous devons discuter très soigneusement la construction – avec les machines électorales et parlementaires bourgeoises de gauche. La FI, en tout cas, ne s'y trompe pas et se garde de transformer sa petite machine électorale, avec ses députés, en un parti où des travailleurs et des jeunes se regrouperaient, discuteraient, décideraient. Sainte trouille des masses dont il ne veut que les votes d'un jour !

ACTUALITÉ ET URGENCE DE LA RÉVOLUTION

Le monde capitaliste s'est déstabilisé, polarisé. Les tensions montent, les rivalités entre grandes ou moyennes puissances réactualisent la guerre, y compris en Europe. Les inégalités et injustices se creusent, les oppressions s'aiguisent. Dans le même temps on assiste à des vagues inédites de contestations sociales, de grande échelle. Le temps presse. Aux révolutionnaires de définir les enjeux d'indépendance de classe, à l'échelle internationale, de proposer au monde du travail et à la jeunesse leurs perspectives internationalistes. ■

Recommandations

Des extraits de critiques que vous pourrez retrouver en version intégrale sur notre site

R.M.N.

Film de Christian Mungiu
2 heures 05, en salle

IMMIGRÉS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Ce film du réalisateur roumain commence dans un abattoir en Allemagne. Un ouvrier immigré roumain d'une ethnie germanophone, se fait traiter de « sale gitan » par un contremaître d'origine turque. Un cou(p) de bélier plus tard, il est sur la route du retour vers son village de Transylvanie, dans une zone où se mêlent des communautés hongroises et roumaines.

Là-bas, on parle roumain, hongrois, allemand, anglais et même un peu français. Un métissage linguistique totalement connecté au reste du monde, que ce soit par les smartphones, les subventions de l'Union européenne ou les migrations plus ou moins définitives des habitants, qui tentent leur chance à l'autre bout de l'Europe. Car justement, du boulot, il n'y en a pas. Enfin si, un peu. La gérante d'une boulangerie industrielle fait appel à un prestataire qui lui envoie deux, puis trois ouvriers sri-lankais, dont l'arrivée déclenche une vague de xénophobie. D'abord en ligne, puis la violence monte d'un cran.

Le film expose tous les problèmes de cette petite société multi-ethnique plongée dans la mondialisation capitaliste et ses enjeux. Les personnages se confrontent comme lors de cette extraordinaire assemblée municipale au cours de laquelle les villageois débattent de l'expulsion des ouvriers sri-lankais. Un sacré moment de cinéma, filmé en plan fixe, avec la sobriété d'un documentaire… ou d'une radiographie. D'ailleurs le titre, R.M.N., n'est pas qu'une référence au nom du pays, ça signifie IRM. Charge aux spectateurs d'en tirer un diagnostic. Et des perspectives !

Annie Ernaux, prix Nobel

Le prix Nobel de littérature a été attribué le 6 octobre 2022 à Annie Ernaux. Elle est la 17e femme récompensée depuis la création du prix en 1901. Donner ce prix à une autrice féministe, engagée et dont une des œuvres, L'Événement, porte sur un avortement clandestin à l'heure où le droit à l'avortement est remis en question aux États-Unis n'est pas anodin. Un film, ayant reçu le Lion d'or à la Mostra de Venise, a été adapté de cet ouvrage en 2021.

Si vous souhaitez découvrir l'univers d'Annie Ernaux, vous pouvez vous plonger dans son œuvre, facile d'accès… mais aussi lire l'article que nous lui avions consacré en 2020 : *Annie Ernaux : Écrire la vie*.

La vie clandestine

De Monica Sabolo
Gallimard, 2022, 320 p., 21 €

Dans cet ouvrage, Monica Sabolo entremêle deux histoires qui, à priori, n'ont rien à voir l'une avec l'autre : la sienne et celle du groupe Action directe qui, dans les années 1980, fit parler de lui en organisant des dizaines d'attaques et d'attentats qui se soldèrent parfois par des morts. L'autrice cachera son histoire familiale une bonne partie de sa vie. Une histoire qui restera, en quelque sorte, clandestine.

Plus tard, à la recherche d'un sujet pour un prochain livre, elle découvre, à l'écoute de France Inter, la saga d'Action directe. Elle dresse alors un parallèle entre la vie – clandestine mais illicite – des membres de ce groupe, et la sienne propre. Et, pour écrire l'ouvrage, elle se met à la recherche des membres survivants de cette petite organisation qui, à son apogée, ne compta guère plus de deux centaines de sympathisants et une quinzaine de membres actifs, dont quatre firent longtemps la une des journaux : Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani.

On peut certes discuter la pertinence du parallèle que Sabolo établit entre sa vie propre et celles des membres de ce groupe, en particulier celles de Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron. C'est un procédé littéraire qui peut paraitre un peu artificiel mais qui finalement marche assez bien. On peut se demander cependant si, à la longue, les membres d'Action directe continuèrent de croire réellement à la possibilité de « réveiller » les masses laborieuses par des attentats. En choisissant la vie clandestine par rejet du monde injuste qui les entourait et qu'ils détestaient, ils recréaient une microsociété clandestine où chacun était prêt à se sacrifier pour les autres. À cela s'ajoutait l'engagement armé qui apportait à tous sa dose d'adrénaline. Et face à ce quotidien excitant, l'objectif initial avait perdu beaucoup de son importance. C'était une fuite en avant.

Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ?

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

est publiée par la **Fraction L'Étincelle.**

La Fraction L'Étincelle est un groupe trotskyste issu de Lutte ouvrière qui, tout en conservant ses activités et moyens d'expression politique propres, milite aujourd'hui au sein du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Nous sommes pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire en France et d'une Quatrième internationale dans le monde.

Convergences Révolutionnaires s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux idées de l'extrême gauche. C'est aussi un outil au service de ceux qui entendent avoir une activité révolutionnaire dans les entreprises, les ateliers, les chantiers, les bureaux, les cités et les quartiers comme parmi la jeunesse. Dans la mesure de nos moyens nous relatons, confrontons, analysons les expériences faites au sein du mouvement ouvrier, et discutons comment contester la politique des appareils syndicaux et politiques dont l'orientation vise à la sauvegarde du système capitaliste.

Convergences Révolutionnaires n'entend pas se contenter d'exprimer les points de vue de la Fraction L'Étincelle mais veut être aussi un lieu de discussion et d'échanges fraternels. Nous sommes ouverts à toutes les contributions rédactionnelles, même critiques évidemment.

La Fraction L'Étincelle s'est constituée en 1996 au sein de Lutte ouvrière, à l'issue d'une série de discussions portant d'abord sur l'appréciation de ce qui se passait en URSS au moment de son démantèlement en 1991, puis, en ce qui concerne la France, sur les opportunités d'implantation et d'intervention des révolutionnaires, qu'il s'agit de saisir quels que soient les aléas de la période.

Les premiers numéros de Convergences révolutionnaires, parus entre 1999 à 2001, ont été édités conjointement avec des militants de la tendance Révolution! de la Ligue communiste révolutionnaire, montrant ainsi qu'il était possible de collaborer tout en se considérant comme des fractions d'un même futur parti révolutionnaire. Lorsque la LCR a lancé un appel afin d'explorer la possibilité de constituer un Nouveau parti anticapitaliste à l'issue de l'élection présidentielle de 2007, nous y avons répondu favorablement et milité, sans succès, pour que Lutte ouvrière fasse le même choix.

La Fraction L'Étincelle a été exclue de Lutte ouvrière en septembre 2008, pour ne pas avoir accepté les alliances passées avec la gauche gouvernementale à l'occasion des élections municipales de mars 2008. Cette exclusion a changé notre situation au sein de l'extrême gauche révolutionnaire. Elle ne change rien aux objectifs que nous poursuivons : la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien. Et donc rien à notre volonté de maintenir ou établir des rapports fraternels au sein de cette extrême gauche, y compris avec les camarades de Lutte ouvrière.

Malgré de fortes réserves sur les ambiguïtés du programme fondateur du NPA (nature de la révolution, hésitations sur la nécessité du renversement de l'état bourgeois, entre autres), nous nous sommes proposé d'apporter notre force militante et d'intégrer ses structures, en particulier ses comités de base, locaux ou surtout d'entreprises, mais sans abandonner nos structures et nos activités propres.

C'est l'orientation que nous maintenons depuis le congrès de fondation du NPA en 2009 : en participant aux débats politiques à tous les niveaux, y compris ceux des congrès par nos camarades qui y ont été délégués, ou du Conseil politique national ; en participant aux interventions du NPA, voire en les suscitant, vis-à-vis du monde du travail et de ses luttes. De ces débats comme de ces interventions, et des problèmes qu'ils peuvent soulever, notre revue Convergences révolutionnaires rend compte régulièrement.

Pour nous joindre

Sur Internet, vous pouvez nous adresser un e-mail, mais aussi connaître notre point de vue sur l'actualité, consulter les numéros précédents :
convergencesrevolutionnaires.org

Vous pouvez nous envoyer informations, suggestions, critiques à l'adresse suivante :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

Bulletin d'abonnement à

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

6 numéros .....12 €

Abonnement de soutien ..... 20 €

À partir du n° :.....

Nom :.....

Prénom :.....

Adresse :.....

Chèques à l'ordre de :
"Les amis de Convergences"
Adresser à :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

numéros précédents